

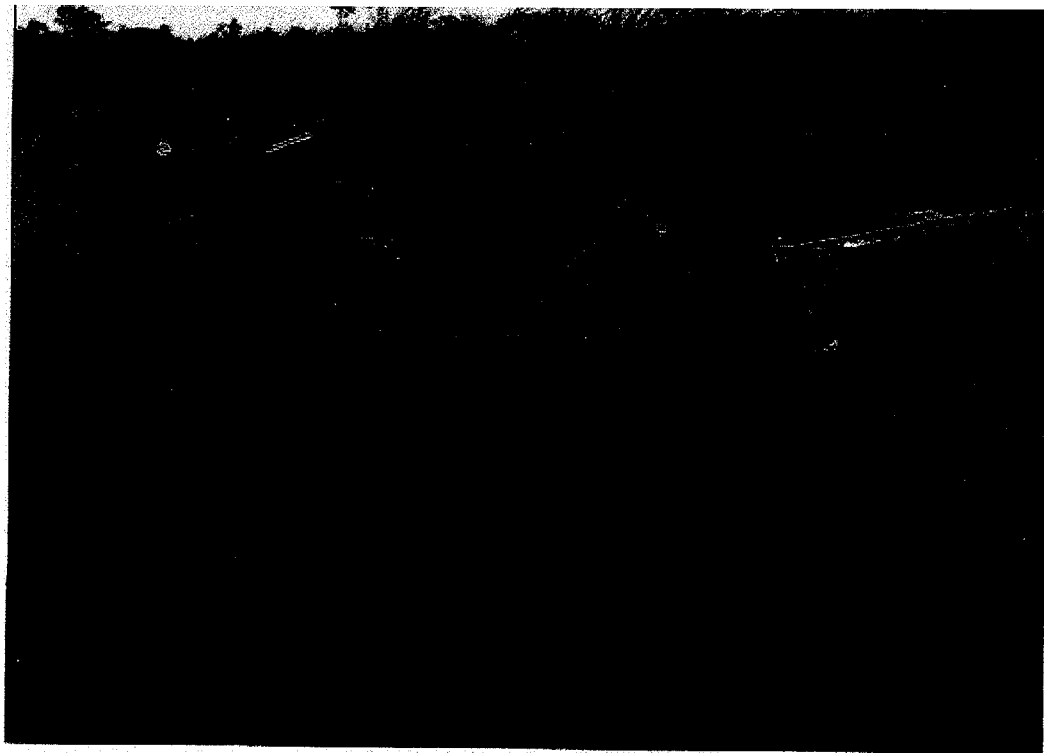


## Collège Interarmées de Défense

# LES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE



## LCL H.T. DUBE Division A



Février, 2000

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
1. RAPPEL HISTOIRE DES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE.....	5
2. COLONISATION ET DECOLONISATION.....	6
2.1 L'AFRIQUE DU SUD.....	7
2.2 L'ANGOLA.....	10
2.3 LE BOTSWANA, LE LESOTHO ET LE SWAZILAND.....	12
2.3.1 LE BOTSWANA.....	12
2.3.2 LE LESOTHO.....	12
2.3.3 LE SWAZILAND.....	12
2.4 LE MALAWI.....	13
2.5 L'ILE MAURICE ET LES SEYCHELLES.....	14
2.5.1 L'ILE MAURICE.....	14
2.5.2 LES SEYCHELLES.....	14
2.6 LE MOZAMBIQUE.....	15
2.7 LA NAMIBIE.....	16
2.8 LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.....	18
2.9 LA TANZANIE.....	21
2.10 LA ZAMBIE.....	20
2.11 LE ZIMBABWE.....	22
2.11.1 LES SEQUELLES DE L'APARTHEID.....	26
3. LA COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE.....	27
3.1 INTRODUCTION.....	27
3.2 LE TRAITÉ DE LA SADC.....	28
3.3 LES INSTITUTIONS DE LA SADC.....	29
3.3.1 Le Sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement.....	29
3.3.2 LE CONSEIL DES MINISTRES.....	29
3.3.3 Les Comités Sectoriels et les Commissions.....	29
3.3.4 Les Comités Permanents de Fonctionnaires (CPF).....	30
3.3.5 Les Points Nationaux de Contact.....	30
3.3.6 Le Secrétariat.....	30
3.3.7 Le Tribunal.....	31
3.3.8 Organes subordonnés.....	31
3.3.9 La structure de la SADC.....	31
3.4 LA SADC AUJOURD'HUI ET DEMAIN.....	32
3.5 LE CONSEIL DE LA SADC POUR LA POLITIQUE, LA DEFENSE ET LA SECURITE.....	33
4. LE PROBLEME DE LA REDISTRIBUTION DES TERRES.....	34
5. L'AFRIQUE DU SUD UNE PUISSANCE REGIONALE.....	35
5.1 INTRODUCTION.....	35
5.2 LA PERIODE PRE-COLONIALE.....	35
5.3 L'ERE COLONIALE.....	35
5.4 L'AFRIQUE DU SUD DE L'APRES-APARTHEID.....	36
6. L'AVENIR DE L'AFRIQUE AUSTRALE.....	38
7. CONCLUSION.....	39
BIBLIOGRAPHIE.....	40
Annexe 1: La Carte de l'Afrique Australe.....	41
Annexe 2: La Carte de l'Histoire des Langues en Continentale Afrique.....	42
Annexe 3: La Carte de l'Expansion Portugaise en Afrique Australe.....	43

## **PERSPECTIVE**

Ce mémoire se propose d'étudier les conflits en Afrique Australe, durant la colonisation puis la décolonisation, le post colonialisme et l'apartheid, leurs effets sur le développement actuel et futur.

# LES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE

## INTRODUCTION

Me rendant compte que j'étais le premier et seul étudiant anglophone venant d'Afrique australe, je me suis senti obligé de choisir le sujet ci-dessus. Ceci me permettra de partager mes expériences et mon opinion concernant les problèmes géopolitiques de ma région l'Afrique Australe avec mes camarades stagiaires, le corps enseignant et les futurs stagiaires du collège si ce mémoire devenait un outil de recherche dans la bibliothèque de l'école du collège.

Durant les recherches, il est apparu que beaucoup d'auteurs divergeaient sur l'identification des Etats qui composent l'Afrique australe. Afin de simplifier ce problème, j'ai pris la SADC (Communauté de Développement d'Afrique Australe) et ses quatorze Etats membres comme référence : Afrique du sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, République Démocratique du Congo (RDC), Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.<sup>1</sup> Je suis conscient du fait que certains de ces pays sont parfois regroupés avec d'autres Etats quand on évoque l'Afrique orientale, l'Afrique occidentale, la région des Grands lacs ou l'Afrique centrale. C'est par exemple le cas de l'Angola, du Malawi, de la RDC et de la Tanzanie.

Les Etats de l'Afrique australe ont de nombreux points communs. Les premier est l'origine bantoue de la majorité de leurs peuples. Ensuite, ils ont tous été colonisés par des puissances européennes au dix-neuvième siècle. En outre, ils partagent le même climat et la nourriture de base est similaire, Par ailleurs, à l'exception de la RDC (français), de l'Angola et du Mozambique(portugais), ils possèdent la même langue véhiculaire, l'anglais et, point très important, ils appartiennent à la même organisation régionale, la SADC. A cause de toutes ces raisons, et spécialement car ils se sont regroupés dans une SADC réussie, cela justifie mon choix de les considérer comme appartenant à l'Afrique australe. La SADC va être étudiée en tant que clé possible d'un développement de la région dans les domaines politique, militaire, économique et social.

L'Afrique australe ainsi identifiée représente une superficie de 977 903 km<sup>2</sup> et comprend une population de 230 271 000 habitants, dont 40% vivent en milieu urbain. La région est riche en ressources naturelles telles que l'or, le cuivre, le minerai de fer, les diamants, l'étain, l'uranium, l'amiante, les hydrocarbures, le chrome, le nickel et le zinc.<sup>2</sup>

Il existe une abondance de terres fertiles pour l'agriculture, le cheptel et la vie sauvage. Cependant, ces ressources ne sont pas également réparties dans les quatorze Etats, d'où une exploitation qui ne satisfait pas les populations. Le niveau technologique, nécessaire pour exploiter ces ressources, diffère d'un pays à l'autre. Le bas niveau des standards technologiques régionaux amène une sous-exploitation des ressources.

L'industrie participe à hauteur de 40% dans l'activité économique, tandis que les services représentent 60%. Le chômage touche les deux cinquièmes des actifs. Le taux de mortalité infantile est de 70%.

La population croit de 3% par an. La région est une des plus pauvres du monde, a cause de facteur multiples. Ceux-ci sont : des conflits sans fin ayant démarré durant la décolonisation,

<sup>1</sup> [http :www.sadc-online.com/sadc/about/about.htm](http://www.sadc-online.com/sadc/about/about.htm) (daté 14 Septembre 1999).

<sup>2</sup> Atlas des Relations Internationales, « sous la direction de Pascal Boniface ».

la résistance à l'apartheid, les guerres civiles, la mauvaise gestion, la corruption et enfin le népotisme.

Nombre de déclarations d'intentions soulignent la nécessité d'une coopération, afin de développer tous les membres cette région. Mais les guerres en RDC, en Angola, la guerre civile au Lesotho, le banditisme dans la bande de Caprivi, et les silencieuses guerres de commerce entre quelques Etats ont déjà montré les carences de la SADC.

## RAPPEL SUR L'HISTOIRE DES PEUPELEMENTS DE L'AFRIQUE AUSTRALE

La population actuelle de l'Afrique Australe est constituée de presque toutes les couleurs, nationalités et croyances existant dans le monde. Ainsi, l'Afrique Australe a des citoyens majoritairement de « souche » Africaine noire, principalement bantoue, mais aussi des Européens, des Américains, et des Asiatiques. Toutes les religions coexistent aussi dans cette région. Le peuplement originel d'Afrique australe est bantoue et khoisan. Les langues les plus populaires sont le Xhosa et le Zoulou au sud, le Nama et l'Inkundu au sud-ouest, le Shona et le Bemba au centre, le Kongo au nord et au nord-ouest et le Swahili à l'est de la région.<sup>3</sup> Les autres groupes ethniques se sont établis comme colons ou immigrants, venant des autres continents. A la fin du dix-neuvième siècle, toute l'Afrique Australe était colonisée par les Européens. Les colons ont incité des Indiens et des Malaisiens à venir travailler en Afrique Australe, ceux-ci forment une partie du peuplement actuel. Un autre groupe qui a accru sa part dans la population est celui des métis (*coloured en anglais*). Au début, toute relation intime entre un(e) noir(e) et blanc(e) devaient rester secrète. Mais avec le temps, la nature l'a emporté. Aujourd'hui un(e) relation entre deux personnes de couleur différente peut se dérouler ouvertement et il est noté une augmentation remarquable du pourcentage de mariages mixtes. La plus importante population de métis se situe dans la province du Cap, en Afrique du Sud, où les Blancs se sont établis à l'origine.

Avant l'arrivée des blancs (missionnaires et colons), les peuples originaires d'Afrique Australe possédaient chacun un mode de vie différent avec des croyances et coutumes qui différaient de ce qu'ils ont acquis quand ils ont été initiés au christianisme par les missionnaires Blancs. Les peuples natifs d'Afrique Australe croyaient en leurs ancêtres qui étaient en lien direct avec Dieu, mais un Dieu différent de celui des chrétiens.

Ainsi, différents groupes de peuples dans plusieurs parties de la région croyaient en des Dieux divers : les Dieux des montagnes, les Dieux des rivières ou les Dieux des pluies. Des lieux précis étaient choisis et sanctifiés afin de faciliter la communication avec ces Dieux.

Aujourd'hui, ces croyances animistes rassemblent environ 30% des noirs d'Afrique Australe, 40% pratiquent d'autres religions et 30% sont adeptes d'un syncrétisme mêlant des croyances originelles et une de trois religions monothéistes importées, le christianisme et l'islam principalement. Avant la colonisation, ces Africains vivaient d'agriculture vivrière, de chasse et d'un peu d'élevage. diverses céréales étaient cultivées. Certains vivaient dans un lieu plus longtemps que d'autres, mais il était courant de changer de foyer selon les saisons afin de rester proche des ressources naturelles. La possession de grands troupeaux d'élevage était courante, car celle-ci représentaient un moyen important d'épargne et aussi d'investissements.

Le gouvernement était assuré par des guides religieux ou des rois. Les guerres entre groupes ou gouvernements étaient aussi communes que dans n'importe quelle autre partie du monde. Il s'agissait de conflits concernant la terre, les richesses ou la suprématie, à l'instar des guerres napoléoniennes. Cette histoire est riche de rois tels que Tshaka Zoulou en Afrique du Sud, Monumutapa du Zimbabwe, Mzilikazi, Sotshangani etc.

---

<sup>3</sup> Le Grande Atlas de l'Histoire Mondiale, « par Préface de Emmanuel le Roy Ladurie ».

## COLONISATION ET DECOLONISATION

L'Afrique Australe comme toutes les parties d'Afrique, fut colonisée par les puissances européennes. Il est généralement admis que les premiers colons à arriver en Afrique Australe furent les Portugais. Ils s'établirent sur la côte occidentale de l'Afrique Australe, aujourd'hui l'Angola. Mais leur incidence fut faible. Le vrai choc fut l'arrivée des Hollandais qui débarquèrent au Cap de Bonne-Espérance en 1652, le Cap Vile actuel.<sup>4</sup>

L'arrivée des blancs sur ces côtes d'Afrique n'avait comme seul but que d'établir un poste de commerce, mais, graduellement, ceux-ci acquirent des terrains à l'intérieur des terres. Ces achats étaient trompeurs car ils s'effectuaient sous la bénédiction de missionnaires prêchant l'Évangile. Ces acquisitions permettaient la surveillance des gisements de minéraux qui pouvaient être exploités, des terrains de chasse et d'agriculture qui pouvaient être discutée et acceptée par les locaux.

Tout ceci finit en acquisitions violentes qui menèrent à des guerres. Les peuples noirs indigènes d'Afrique Australe perdirent les batailles et les guerres à cause d'un faible armement.

L'irruption des Européens peut aussi être vue comme une évolution positive, mais le problème était que les Occidentaux n'essayèrent en aucune manière de partager leur civilisation avec les autochtones. Ils ont apporté l'argent, la technologie et l'expérience, mais ils les ont utilisées comme des armes pour tromper les Africains. Si l'approche avait été contraire peut-être que la situation aurait été différente, probablement positive pour les deux civilisations. Il aurait été aussi possible d'éviter les guerres de résistance puis d'indépendance. La mondialisation aurait pu survenir plus tôt.

Pendant cette période, à cause de la compétition pour la colonisation, certaines des guerres eurent lieu entre Européens, ainsi la guerre entre Anglais et Boers (*Anglo-Boer War*). Nous allons tenter de résumer la période de colonisation et de décolonisation dans chaque Etat car ces facteurs ont une influence globale sur la géopolitique post-coloniale de la région.

---

<sup>4</sup> Atlas des Relations Internationales, « sous la direction de Pascal Boniface ».

## L'AFRIQUE DU SUD

Comme son nom l'indique l'Afrique du Sud occupe la plus grande partie méridionale du sud du continent. Presque la moitié de ses limites sont le long de l'Océan Indien et de l'Océan Atlantique. Le pays a une position stratégique pour le commerce. L'économie est très forte, basée sur d'énormes ressources naturelles (minéraux, agriculture et tourisme).

La superficie est de 1 221 037km<sup>2</sup> (deux fois la France). La population est de 43 millions habitants avec près de 50% (49,7%) de citoyens. Les langues principales sont le Zoulou, le Sotho, le Xhosa, le Tchangani, l'Afrikaans et l'Anglais. Les facteurs mentionnés ci-dessus et ceux qui vont être détaillés font de l'Afrique du Sud une puissance majeure dans la région, dans les domaines de l'économie, de l'industrialisation, de la culture et de la puissance militaire.

Ainsi, les Hollandais arrivèrent en 1652 et s'établirent au Cap de Bonne-Espérance. Ils élargirent progressivement leur colonie et la pérennisèrent sous le nom de colonie du Cap. L'expansion impliqua l'établissement de fermes et l'instauration du travail forcé des autochtones en tant qu'esclaves dans ces fermes. Après la défaite des hollandais contre Napoléon en 1806, la Hollande devint une puissance déclinante et toutes ses possessions hors d'Europe devinrent des cibles pour les autres puissances européennes.

Les Britanniques prirent le contrôle de la colonie du Cap en 1814 en versant six millions de livres. En 1834, ils abolissent l'esclavage, perturbant sérieusement les Hollandais dont les leurs fermes dépendaient du travail des esclaves. Les Néerlandais firent mouvement vers l'intérieur afin de trouver de meilleurs sites, loin des Britanniques. Entre 1834 et 1884, les Boers migrèrent (le grand trek) et s'établirent au-delà du fleuve Orange et de la rivière Vaal. Les Britanniques continuèrent à s'étendre, forçant les Boers à migrer toujours plus loin à l'intérieur des terres. Ces expansions continuaient à rétrécir l'espace pour les indigènes, créant de plus en plus de violence et de résistance de la part des chefs noirs.

La raison de l'expansion britannique était d'empêcher le commerce néerlandais dans les ports africains. Plus tard, ce fut aussi le désir de contrôler tous les gisements de diamants et d'or, où les Hollandais venaient de s'établir. A leur arrivée, les Européens trouvèrent les Khoisan, les Sans et les Nguni dans la région du Cap. Les autochtones continuaient à migrer vers l'intérieur et à résister violemment à l'expansion des Boers. Ils commencèrent aussi les guerres entre eux pour le contrôle du peu que laissaient les Boers et les Anglais. Les autochtones évoqués ci-dessus considéraient la terre comme leur raison de vivre. Elle leur fournissait la nourriture et les pâturages pour leur cheptel et le gibier.

L'expansion des blancs provoqua des guerres qui menèrent à une migration lointaine, les chefs prenant leurs peuples et migrant jusqu'en Tanzanie, Malawi, Mozambique, Zimbabwe et Zambie. Cet expansionnisme a aussi causé des guerres bien connues dans l'histoire telles que les guerres anglo-zouloues et la guerre Anglo-Boer de 1899 à 1902. La fin de ces troubles laissa les Britanniques seuls maîtres de l'Afrique du Sud. Cependant, la solidarité entre blancs joua, et les Britanniques introduisirent un partenariat avec les Boers, sans toutefois arriver à une égalité totale. Le peu qui resta aux natifs fut juste un léger relâchement des lois oppressives instaurés par les Boers.

En 1910, les républiques Boers séparées, le Transvaal et l'Etat libre d'Orange s'intégraient à l'Union Sud-Africaine. Celle-ci était l'union de deux anciennes colonies britanniques du Cap et du Natal, et des états Boers. Les lois étaient un peu plus douces pour les noirs dans les colonies britanniques (les noirs y étaient autorisés à voter) et très sévères dans la partie Boer. Dans celle-ci, les noirs n'avaient aucun droit. Progressivement, les Boers influencèrent le système politique de la nouvelle Afrique du Sud et les lois d'apartheid furent durcies.

En 1911, il y avait six millions de Sud-Africains dont deux tiers (67%) de noir, un cinquième (21,5%) de blancs, près d'un dixième de métis (8,5%) et 2,5% d'asiatiques.

Les lois extrêmement oppressives d'une nouvelle Afrique du Sud maintenant contrôlée par les Boers rendirent la vie insupportable aux noirs. En 1912, le Congrès National Africain, ( en anglais African National Congress ou ANC) fut fondée par des chefs de tribu noirs, des intellectuels et des pasteurs afin d'obtenir des droits pour les noirs, spécialement le droit de vote et l'abolition de l'apartheid. (Apartheid est un mot afrikaans signifiant séparation).

La création de l'ANC aggrava la situation. En 1913, la Native Land Act (loi sur la terre des indigènes) divisa l'Afrique du Sud en zones pour blancs et d'autres pour noirs. A partir de 1922, de nombreuses autres lois d'apartheid furent promulguées. En 1948, le Parti Uni (*United Party*) d'Afrique du Sud perdit les élections et ceci ouvrit la voie à un parti afrikaner plus impitoyable, le Parti National (*National Party*), dirigé par le docteur D. F. Malan. Son programme insistait sur la séparation des races ; l'apartheid put ainsi prospérer. Alors que, l'ANC était sur le point d'obtenir des droits pour les noirs, métis et asiatiques grâce à des négociations pacifiques mais cela échoua et l'ANC opta donc pour la lutte armée.

Considérant l'Afrique du Sud comme leur seul et unique patrie, les blancs sud-africains n'épargnèrent aucun effort afin de développer leur pays selon les standards européens. Après la Seconde Guerre mondiale, trois facteurs agissent simultanément en Afrique du Sud. D'abord, le renforcement des lois d'apartheid. Ensuite, le développement de l'Afrique du Sud par les Boers et enfin, la progression de la guerre de libération par les mouvements nationalistes. Des années 60 aux années 80, les trois éléments se font concurrence, et prospèrent malgré les sanctions des Nations Unies contre l'Afrique du Sud.

Finalement, confrontés aux conséquences de ces sanctions, à la lutte de libération du mouvement nationaliste, aux résistances internes, à l'isolation par les Etats voisins et aux critiques internationales, les Boers acceptent d'abolir l'apartheid en 1994.

Aujourd'hui, l'Afrique du Sud a obtenu son indépendance avec un gouvernement à majorité noire. Cinq mouvements politiques ont réellement contribué au combat pour libérer l'Afrique du Sud. D'abord l'ANC, mené par Tambo quand Mandela était en prison, puis par ce dernier quand il en sortit pour devenir le premier président du pays après l'indépendance. Ensuite, nous trouvons le Congrès Pan Africain (Pan Africanist Congress), le Parti Inkhata de la Liberté (Inkhata Freedom Party), dirigé par Gatsha Buthelezi, devenu aujourd'hui Ministre de l'Intérieur. Le Parti Inkhata a seulement fait de la résistance intérieure et n'a jamais été engagé dans une guerre. Enfin le Parti Démocrate (Democratic Party liberal) et le Parti Communiste Sud-Africain (South African Communists Party). Le mouvement nationaliste fut accueilli par les états voisins durant la guerre de libération, causant de l'animosité entre le régime d'apartheid et les états limitrophes. Le régime de Pretoria avait ainsi mis en place une politique de déstabilisation de la région, afin d'affaiblir économiquement et militairement ses voisins. L'Afrique du Sud a procédé à des raids au-delà de ses frontières. En outre, Pretoria a formé et soutenu des rébellions pour déstabiliser les états voisins.

Les effets de cette politique se font encore aujourd'hui sentir, comme il sera expliqué ultérieurement.

L'Afrique du Sud, a finalement accepté la démocratie, alors qu'elle était riche en ressources naturelles et en terres fertiles, qu'elle occupait une position géographique favorable, qu'elle disposait de bonnes infrastructures, d'une force militaire bien équipée pour résister à toutes les sanctions de la communauté internationale.

La fin de l'apartheid n'a pas détruit l'Afrique du Sud et ni potentiel pour rester la principale puissance régionale.

## L'ANGOLA

L'Angola, une ancienne colonie du Portugal, possède une superficie de 1 246 700km<sup>2</sup> (plus de deux fois la France) et compte 11 500 000 habitants (l'équivalent de la région parisienne ou le cinquième de la population française), dont le tiers (32,3%) est urbain.

De part sa position géographique, certains auteurs incluent l'Angola à l'Afrique centrale, d'autres à l'Afrique Australe. Les limites de l'Angola sont constituées à l'ouest par l'Océan Atlantique, au nord par la RDC, à l'est par la Zambie et au sud la Namibie. La capitale est Luanda, située au nord ouest le long du littoral Atlantique.

Le peuple Angolais est divisé naturellement en trois groupes ethniques. La vie politique est aussi divisée de la même façon : le FNLA (Front National pour la Libération de l'Angola) constitué par le groupe ethnique minoritaire Kongos, le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) issu du second plus grand groupe ethnique, les Kambundus, dominés par les portugais noirs. Enfin l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) est la forteresse de l'ethnie majoritaire, les Ovimbundus.

Ces trois ethnies sont les trois principaux peuples d'Angola.

L'histoire angolaise, qui a abouti aux guerres d'indépendance, a pour acteurs ces partis politiques formés sur une base ethnique.

La colonisation par les portugais débuta au XVI<sup>e</sup> siècle et s'officialisa pour tout le pays à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Angola a obtenu son indépendance en 1975. Celle-ci vint après une lutte révolutionnaire des indigènes. Les problèmes de succession à Lisbonne en 1974 provoquèrent l'abandon de la colonie anglaise et le rappel du général Antonio de Spinda. Bien qu'ils auraient désiré conserver cette colonie, les portugais favorisèrent le MPLA qui assura le gouvernement du pays à son indépendance.

Les trois organisations, le MPLA, le FNLA et l'UNITA, ont contribué à la lutte pour la libération du pays. L'UNITA fut fondée en 1966 pour remplacer un FNLA divisé et éclaté. Le combat pour l'indépendance fut soutenu par l'URSS et quelques Etats africains.

Ayant intégré le FNLA à l'UNITA, le docteur Savimbi (fondateur de l'UNITA) chercha le soutien des Occidentaux et de l'Afrique du Sud afin de structurer un parti hostile au communisme en Angola. Les gouvernements anti-communistes, l'Afrique du Sud, le Zaïre de Mobutu et les Etats-Unis proposèrent rapidement leur soutien à Savimbi.

Le conflit politico-ethnique divise les Angolais en deux : d'un côté, les pro-occidentaux dirigés par Jonas Savimbi, de l'autre, les pro-soviétiques dirigés par Neto puis Dos Santos. Pendant la guerre froide, l'Angola était un exemple classique des conséquences de la guerre entre le socialisme et le capitalisme. La fin de la guerre froide a vu le retrait des super-puissances qui défendaient deux idéologies opposées. Cependant, le retrait n'a pas été total à cause d'une autre problématique majeure : celle des richesses naturelles angolaises. Les grandes puissances conservent un intérêt important pour celles-ci ; la guerre idéologique est morte et a maintenant laissé la place à une guerre pour le contrôler les ressources naturelles. Les puissances ayant des intérêts en Angola ont chacune choisi leur camp dans la guerre civile.

Le pays est très riche en ressources naturelles, principalement les diamants et les hydrocarbures, mais aussi des terres agricoles avec la culture du thé. Le financement du conflit est principalement assuré par les ressources naturelles, aussi l'UNITA contrôlent certaines des mines de diamants. La guerre y trouve son compte mais pas le peuple angolais.

La guerre civile angolaise est devenue un facteur de déstabilisation non seulement en Afrique australe mais aussi en Afrique centrale et, par extension, dans toute l'Afrique. Un Angola stable, paisible et se développant économiquement pourrait être un important facteur de stabilité en Afrique Australe, pouvant contre-balancer la puissance de l'Afrique du Sud. Ses richesses rendraient disponibles des ressources financières importantes, nécessaires au développement de la région.

La question est de savoir comment arrêter la guerre civile. Celle-ci a fait échouer tous les efforts régionaux, continentaux et mondiaux (via L'ONU). Beaucoup d'observateurs ont émis des suggestions, lors de conférences régionales et internationales. En voici quelques-unes :

- Former une force militaire multinational venant des Etats de la SADC afin de vaincre l'UNITA.
- Résoudre d'abord les autres conflits de la région des Grands Lacs puis l'Angola.
- Augmenter les sanctions.
- Scinder l'Angola en deux Etats distincts.
- Laisser l'UNITA et le gouvernement officiel dans l'impasse.

La préoccupation majeure de la communauté internationale devrait être le peuple angolais qui ne veut pas d'une guerre, qui est un conflit d'individus assoiffés de pouvoir. Le rédacteur de ce mémoire suggère qu'un isolement complet de l'UNITA, sans aide régionale, continentale ou internationale et contrôlé militairement, pourrait porter ses fruits. Cela laisserait les angolais s'occuper de leur situation et la résoudre en un court laps de temps. La fin de la guerre froide est une période propice pour se diriger vers un Angola pacifique. C'est pourquoi toutes les raisons doivent amener ses soutiens à abandonner Savimbi. L'afin d'apartheid en Afrique du Sud est aussi un inconvénient pour l'UNITA. Si le gouvernement actuel du Congo Démocratique, de Laurent Désiré Kabila perdure, cela deviendra un problème supplémentaire pour la rébellion. Deux ans devraient être suffisants pour voir la fin de Savimbi.

## LE BOTSWANA, LE LESOTHO ET LE SWAZILAND

Ces trois états étaient des protectorats de la couronne britannique, tous trois avaient demandé protection aux Britanniques, craignant de céder leurs états aux nations belliqueuses telles que les Ndébelés et les Boers pendant les guerres Anglo-Zouloues et Anglo-Boer au dix-neuvième siècle. Les colonisateurs n'y ont attaché que peu d'intérêt à cause du manque de ressources naturelles. Le Botswana et le Lesotho obtinrent l'indépendance en 1966, et le Swaziland en 1968, sans affrontement. Pendant les guerres d'indépendance des autres pays, ils accordèrent un soutien moral à leurs frères africains noirs. Ce soutien était limité afin d'éviter d'exaspérer l'Afrique du Sud, leurs économies étant dépendantes de cet Etat. Ils craignaient aussi les représailles armées sud-africaines directes ou indirectes.

### **LE BOTSWANA**

Le Botswana compte 1 518 000 d'habitants, dont 66% sont des citoyens, pour une superficie de 570 000 km<sup>2</sup> (l'équivalent de la France). Le Botswana est l'Etat le plus urbanisé de la SADC. Le Botswana est le troisième plus gros producteur de diamants de la région. L'élevage, récent, est une activité majeure de l'économie du pays. Le Botswana a bien progressé depuis l'indépendance. Malgré son progrès, sa économie a besoin du soutien des économies régionales. Pour la première fois son armée a été engagée dans un conflit régional au Lesotho en octobre 1998 à côté des armées sud-africaines.

### **LE LESOTHO**

Le Lesotho a une superficie de 30 350 km<sup>2</sup> (l'équivalent de la Belgique) et compte 2 131 000 d'habitants (Paris intra-muros) dont seulement le quart (25,6%) est urbain. Le Lesotho est enclavé au sein de l'Afrique du Sud. Le secteur agricole domine l'économie et peu de choses ont évolué depuis l'indépendance. La prospérité économique dépend essentiellement du soutien accordé par les pays voisins et la situation politique est actuellement agitée. L'an dernier le pays a connu deux conflits, quand les armées se sont révoltées contre le gouvernement. Le dernier conflit a été en octobre 1998 et les armées sud-africaine et Botswanaise ont donné au gouvernement de l'aide pour maîtriser la rébellion.

### **LE SWAZILAND**

Le Swaziland a une superficie de 17 360 km<sup>2</sup> (2 fois l'Alsace) et est coincé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique. Le Swaziland compte 906 000 d'habitants (la ville de Marseille) dont 33% vivent dans des zones urbaines. L'économie est basée sur l'agriculture. Le pays est une monarchie, comme le Lesotho et le Maroc, les trois seules monarchies en Afrique. Il ne s'est pas beaucoup développé depuis l'indépendance et comme les autres protectorats, son économie ne pourra se développer qu'avec le soutien des autres économies régionales. Le Swaziland a toujours été étroitement dépendant de l'Afrique du Sud. (A noter que le Lesotho, le Botswana et le Swaziland n'ont pas de façade maritime).

## LE MALAWI

Le Malawi fut aussi une colonie britannique, sous le nom de Nyassaland, qui appartenait, avec la Rhodésie, à une fédération. A cause de la résistance intérieure, comme en Zambie, les Britanniques ont très vite donné l'indépendance au Malawi en 1964. En raison de faibles ressources naturelles et d'une relative surpopulation. En 1964, quand fut donnée l'indépendance, Banda devint Président de la république. Peu de chemin a été parcouru depuis l'indépendance, beaucoup de Malawiens travaillent dans les Etats voisins, notamment l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. En 1994, Banda a perdu les élections contre Bakili Muluzi, leader du parti FORD. Muluzi est le président courant.

Le Malawi s'étend sur 118 480 km<sup>2</sup> (le cinquième de la France) et compte 10 087 000 d'habitants (soit une densité équivalente à celle de la France, la plus élevée de la région, îles exceptées) dont 14,3% seulement sont citoyens. Le Malawi est le pays le moins urbanisé de la SADC. L'économie est basée sur l'agriculture, notamment la culture du thé et du maïs et la pêche. Pendant les guerres de libération, le Malawi, à cause de sa dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, n'a pas beaucoup aidé ses frères africains. Le Malawi ne peut prospérer qu'à travers une économie régionale intégrée. Le développement n'a que peu progressé sous le gouvernement de Banda, et cela demandera certainement un certain laps de temps avant que le pays connaisse une situation florissante. Le pays n'a survécu que grâce à l'aide de l'Afrique du Sud.

## L'ILE MAURICE ET LES SEYCHELLES

### **L'ILE MAURICE**

L'Ile Maurice est une petite île volcanique de 2 045km<sup>2</sup> (l'équivalent du Luxembourg), qui compte un million (1 141 000) d'habitants (soit la densité de population la plus forte de la région, environ 500 au km<sup>2</sup>) dont les deux cinquièmes (40,8%) vivent en villes.

L'île est située dans l'océan Indien, à l'est de Madagascar et au nord de la Réunion. Malgré la petite taille de l'Ile Maurice, son industrie est l'une des plus développées du Tiers-Monde. Son économie florissante est basée sur la production sucrière et le tourisme. A cause de sa position stratégique et de ses richesses, l'Ile a changé plusieurs fois de mains avant son indépendance.

Le premier à débarquer sur cette île (touristique) fut le hollandais Maurice de Nassau, d'où le nom de l'Ile. Entre 1715 et 1810, ce fut une possession française, sous le nom d'île de France. Puis l'île passa aux Britanniques. Pendant la colonisation britannique, la langue française a été maintenue. Le peuple de Maurice peut être divisé en trois groupes : les mauriciens indigènes, les colons blancs dont la plupart sont français, le troisième groupe étant un mélange d'indiens, de pakistanais et de chinois qui vinrent comme travailleurs sous contrat pour travailler dans les plantations sucrières après l'abolition de l'esclavage. Ils furent amenés par les Britanniques. Cette division ethnique qui date de l'époque coloniale, tient toujours aujourd'hui.

Les religions de l'île sont le christianisme et l'islam. Les musulmans sont venus avec les indiens et les pakistanais. La vie sociale est aussi marquée par ces deux groupes. L'une sorte d'apartheid tacite et tranquille. Les mouvements politiques importants sont le Mouvement Militant Mauricien (MMM) et le Mouvement Socialiste Mauricien (MSM). Le pays est une démocratie. L'île Maurice est membre de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe). La décision d'adhésion à la SADC a été économiquement bénéfique pour l'île Maurice et pour les membres de la SADC.

### **LES SEYCHELLES**

Ils est difficile de se procurer des informations concernant les Seychelles. Comme sa sœur Maurice, les Seychelles sont situés dans l'océan Indien, à environ 1 000 km au nord de Madagascar. Les Seychelles furent une colonie française, et le français est toujours la langue officielle, bien que les premiers Européens à naviguer vers l'archipel furent les Portugais. L'économie du petit archipel est basée sur le tourisme. La vie politique se caractérise par un affrontement entre Sir James Machan et France Albert René. Ce dernier est président depuis sa victoire aux élections de 1993. Les partis importants sont le Front Progressiste du peuple des Seychelles (SPPF) de M. René, le Parti Démocrate de Sir Machan (Democratic Party, DP) et la vieille Opposition Unie (United Opposition, UO). Les Seychelles sont membres de la SADC. Il est généralement admis que l'adhésion a été une bonne décision car elle ouvre des marchés à sa minuscule économie. L'archipel couvre 410 km<sup>2</sup> et compte environ 80 000 (78 000) habitants dont plus de la moitié (56%) sont citoyens. (Les Seychelles sont le plus petit pays de la SADC).

## LE MOZAMBIQUE

Le Mozambique couvre 783 000 km<sup>2</sup> (1,5 fois la France) et compte dix-huit millions (18 265 000) d'habitants (moins du tiers de la population française) dont un peu plus du tiers (36%) vivent dans des zones urbaines.

Le Mozambique fut une colonie du Portugal. Les portugais arrivèrent dès 1526 et s'établirent à Sofala. Jusqu'au dix-neuvième siècle, ils se contentèrent de mettre en valeur la frange côtière. Durant ce temps-là, ils commercèrent avec le grand empire régional, l'empire du Monomotapa, situé dans l'actuel Zimbabwe. La capitale du Monomotapa fut le « Grand Zimbabwe » dont il ne reste aujourd'hui que des ruines au sud-est de l'Etat du Zimbabwe, dans les alentours de la ville de Masvingo.

L'empire du Monomotapa s'étendait jusqu'à l'Océan Indien. Avec le temps, les intentions portugaises d'extension à l'intérieur furent bloquées par les britanniques qui leur disputaient cet intérieur des terres et ne voulaient pas que les portugais fassent jonction entre l'Angola et le Mozambique, ce qui était leur projet.

Les portugais établirent de nombreux ports le long de la côte de l'actuel Mozambique. L'économie mozambicaine reposait sur le commerce des produits agricoles et l'exploitation des mines de l'intérieur. Les mines ne furent jamais rentables. Après des accords avec la Compagnie sud-africaine du Rand (Rand South African Company), celle-ci donna des capitaux pour l'agriculture de la colonie et les portugais envoyèrent des mozambicains travailler dans les mines du Rand en Afrique du Sud. On pense qu'en 1932, leur nombre dépassait 60 000. Le coton était la base de l'agriculture mozambicaine. En treize ans, la production fut multipliée par six pour atteindre 140 000 tonnes en 1955. En 1975, quand le gouvernement a été assuré par la majorité, le Mozambique était le dixième pays d'Afrique en terme d'industrialisation.

A l'inverse d'autres pays il n'existait au Mozambique qu'un seul mouvement politique, le Front de Libération du Mozambique (FRELMO, en portugais) sous la direction d'Eduardo Mondlane. Très responsable, il fut assassiné en 1969, et Samora Machel contrôla ensuite le parti jusqu'à l'indépendance. Celui-ci fut le premier Président quand le pays acquit son indépendance, en 1975. Les troubles au Portugal décidèrent le dictateur Salazar à accorder l'indépendance au Mozambique car il n'était plus intéressant de conserver cette colonie. Pendant la guerre d'indépendance, le FRELMO recevait son aide essentiellement de l'URSS et de la Tanzanie.

A l'indépendance, monsieur Dlakama a formé une rébellion, aidé par les services secrets de la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Cette guérilla était un moyen de déstabiliser le Mozambique et de combattre les « terroristes » rhodésiens. La RENAMO (Renaissance du Mozambique), initiée de Dlakama, a déclenché et mené une guerre civile ; la situation économique du Mozambique, déjà mal en point, a empiré. Le gouvernement du FRELMO sur le point d'être renversé par la RENAMO, fut sauvé par le Zimbabwe. Après dix ans de guerre civile, l'ONU et l'OUA, avec l'aide d'autres organisations, ont réussi à trouver une solution au conflit.

A cause de la faiblesse de son économie, le Mozambique se remet très lentement. Le développement du pays requiert l'assistance des autres économies régionales. Les infrastructures routières sont détruites mais le Mozambique peut profiter d'un excellent réseau ferroviaire qui le relie à tous ses voisins et de son accès à la mer.

L'économie du Mozambique conserve un potentiel certain pour progresser, même si les guerres de décolonisation et civile l'ont malmenée.

## LA NAMIBIE

La Namibie, aussi connue sous son nom colonial d'Afrique du Sud Ouest, s'étire le long de l'Océan Atlantique, vers le sud-ouest de l'Afrique. Elle a une surface de 824 292km<sup>2</sup>, (l'équivalent de la France et du Royaume-Uni réunis) et est constituée, en grand partie, du désert du Kalahari.

La Namibie compte 1 580 000 habitants, soit une densité très faible, moins de deux habitants au km<sup>2</sup> dont les deux-cinquièmes (38%) sont citoyens. Les principales villes sont Walvis Bay, Swakopmund et Luderitz. La capitale est Windhoek.

Les principaux groupes ethniques sont les Ovambo, les Kavango, les Herero, les Damara et les Nama.

L'économie namibienne repose essentiellement sur les matières premières et l'agriculture. Les principaux minerais sont le diamant, le cuivre, l'or et l'uranium. L'agriculture produit beaucoup de maïs, des pommes de terre et de la laine à partir du mouton mérinos, sans oublier la pêche. Les religions dominantes sont le protestantisme (45%), l'animisme (42%) et le catholicisme (13%).

Comme presque tous les autres Etats africains (exception faite du Libéria), la Namibie fut colonisée par les puissances européennes au dix-neuvième siècle. Mais, cas unique, le pays est passé successivement entre les mains des trois maîtres, en l'occurrence les Allemands, puis les Britanniques, et enfin les Boers sud-africains avant d'accéder à l'indépendance le 21 Mars 1990. Depuis, la Namibie est une démocratie.

Les premiers blancs à s'y établir furent les allemands, jusqu'à ce que le pays devienne officiellement une colonie allemande. L'Allemagne la céda à l'Afrique du Sud quand toutes ses possessions furent redistribuées aux alliés victorieux. Protectorat de 1884 à 1890, la Namibie était devenue une colonie sous le nom de Sud-Ouest Africain (SOA). En 1920, l'Afrique du Sud reçut mandat de la Société Des Nations (SDN) pour administrer le pays. En 1946, l'Afrique du Sud refusa de rendre le SOA à l'ONU. En 1971, la Cour internationale de La Haye jugea illégale l'occupation du SOA par l'Afrique du Sud.

L'Organisation du peuple du SOA (South West Africa People's Organisation, SWAPO en anglais), un mouvement nationaliste dirigé par Sam Nujoma, était alors déjà constitué. En 1966, elle déclencha la lutte armée, se rendant compte que la voie diplomatique seule ne suffirait pas à convaincre les colons de donner l'indépendance à la Namibie. Un mouvement politique, appelé SWANU, fut d'abord formé pour donner naissance à la SWAPO. Au travers de la lutte, la SWAPO fut la seule organisation populaire combattante du SOA, cependant l'indépendance fut finalement acquise par la négociation. Plusieurs partis se développèrent, ils furent dix pour les premières élections. Ce fut la SWAPO qui remporta les élections organisées sous l'égide de l'ONU, propulsant Nujoma au poste de premier Président d'une Namibie indépendante. Le conflit a été plus dur dans le berceau de la SWAPO, le pays Ovambo, qui est la région natale du leader de la SWAPO, Sam Nujoma. La SWAPO luttait avec des bases arrière en Angola et en Zambie. La politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud fut très active dans les deux Etats, pour tenter, en vain, de neutraliser la guérilla de la SWAPO.

Les bases militaires sud-africaines en Namibie furent celles qui servirent à attaquer les Etats de la « ligne de front ». En conséquence de ces activités dans la bande de Caprivi,

l'Afrique du Sud y a constitué une organisation militaire de Caprivi pour limiter les progrès de la SWAPO. Coopérant aujourd'hui avec UNITA, l'Organisation de Libération de Caprivi (CLO en anglais) reste un problème en Namibie et dans toute la région. En raison du soutien apporté à la SWAPO par l'ex-URSS pendant la guerre de libération, les USA sont entrés en lice pour soutenir l'Afrique du Sud et combattre la SWAPO et le MPLA financés par Moscou. En résumé, il est important de souligner les trois défis auxquels doit faire face l'ex-SOA :

- La Namibie devra affronter une guerre civile à l'Angolaise si le problème de la bande de Caprivi n'est pas résolu.
- Alors que la population de la Namibie est relativement peu nombreuse et ainsi plus aisée à gérer, la majorité de celle-ci est constituée de paysans vivant en autarcie. Il faut donc rapidement trouver une solution à la question agraire avant que les paysans ne se fassent eux-mêmes justice. Il est aussi probable que le problème de la terre déterminera le temps pendant lequel la SWAPO restera au pouvoir.
- A cause de sa grande proximité avec l'Afrique du Sud, l'économie namibienne peut être étouffée par la puissante économie sud-africaine. La Namibie possède le potentiel suffisant pour pourvoir aux besoins de sa population, elle doit également rechercher et favoriser l'intégration avec les autres économies régionales.

## LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La République Démocratique du Congo (RDC) est située au centre de l'Afrique. Mais appartenant à la SADC, il semble logique de l'intégrer à l'Afrique Australe. L'histoire du pays est particulièrement mouvementée. Cependant, il est intéressant de se rendre compte que son intégration à la SADC présente de nombreux avantages pour l'ensemble de l'Afrique Australe mais aussi quelques effets dangereux pouvant survenir si certaines précautions ne sont pas prises. Le maintien de la RDC dans la SADC dépendra aussi de la personnalité de celui qui sera au pouvoir à Kinshasa. Les avantages et inconvénients que la RDC apporte en Afrique australe sont les suivants ;

### Avantages :

La RDC a un sous-sol très riche en diamants, hydrocarbures et cuivre. Sans oublier le bois. Sa population relativement nombreuse offre un débouché pour les autres économies. Ses richesses stabilisent la région en équilibrant l'économie régionale largement dominée par l'Afrique du Sud, dont le poids économique représente 50%. La stabilité de la RDC serait d'une importance stratégique pour la région grâce à sa puissance militaire.

### Inconvénients :

L'histoire de l'ex-Zaïre est remplie de guerres civiles. Il est possible que celui-ci « exporte » ses conflits internes de l'Afrique Centrale vers l'Afrique Australe. Ceux-ci peuvent diviser les Etats limitrophes qui, déjà, soutiennent des camps différents au Congo Démocratique. Les accords de défense et de sécurité peuvent plonger, malgré eux, d'autres Etats dans la guerre congolaise. L'implication de quelques Etats d'Afrique Australe dans les affaires intérieures congolaises peut nuire aux relations avec les puissances européennes et les USA.

Le Congo Démocratique est le plus grand Etat de l'Afrique subsaharienne. Il s'étend sur plus de 2 millions (2 345 409) de km<sup>2</sup>, soit plus de quatre fois la France. Il compte plus de 45 millions d'habitants (45 280 000), devenant ainsi le second pays francophone du monde, après la France. Par ailleurs, il existe plus de 300 dialectes pratiqués. Les langues principales sont le swahili, le kikongo, le tchilouba, le lingala et bien sur le français. L'histoire coloniale y est très complexe, peut-être à cause de l'intérêt que suscité le pays. Indice intéressant, la RDC a changé plusieurs fois de dénomination. D'abord Congo, puis Congo belge, de nouveau Congo, puis Zaïre et enfin (provisoirement ?) Congo Démocratique. Chaque changement d'identité a accompagné un changement de régime dont aucun n'a satisfait les Congolais. A l'exception de la transformation de 1908, qui vit le Congo passer de la propriété personnelle du roi Léopold II à celle de la Belgique, aucun bouleversement de régime ne s'est produit pacifiquement.

En 1876, John Rowland Stanley acquit le Congo pour son commanditaire, Léopold II de Belgique. Simultanément, une partie est acquise par Savorgnan de Brazza qui travaille pour la France. En 1908, Léopold II le donne, comme indique ci-dessus au gouvernement belge. Le 30 juin 1960, le Congo devient indépendant sous la férule de Patrice Lumumba. Lumumba fut déposé par Kasavubu seulement deux mois après. Le pays tomba alors dans le chaos et la guerre civile avec son cortège de grèves violentes, de manifestations et de rébellions. Le 23 mars 1965, après une énième mutinerie de l'armée, le colonel Joseph Désiré Mobutu prit le pouvoir par la force.

L'homme fort, dictateur, réussit à diriger le pays jusqu'en 1997, laissant un Etat exsangue. Il s'exile alors que la rébellion menée par Laurent Désiré Kabila se rapproche de la capitale pour prendre le pouvoir par les armes. Durant sa dictature, Mobutu a utilisé l'armée pour mater la désobéissance chronique des Congolais. Bien que ce fut par la violence extrême, il avait réussi à maintenir l'intégrité territoriale du pays pendant trente-deux ans.

Sa chute s'est profilée quand ses alliés occidentaux l'ont lâché à la fin de la guerre froide alors que l'Angola en finissait avec le communisme moribond.

La rébellion de Kabila est actuellement au pouvoir. Celui-ci a décidé d'adhérer à la SADC, probablement pour créer de nouvelles alliances. Kabila est arrivé à Kinshasa avec l'aide du Rwanda et de l'Ouganda qui ont rapidement retourné leurs armes contre lui. Malgré la victoire de Kabila la paix n'est pas revenue en RDC. La nouvelle guerre est une sécession menée par des Tutsi soutenus par Kigali et Kampala contre Kabila. Celui-ci a le soutien de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe. Un accord devant résoudre le conflit a été signé en août 1999 à Lusaka en Zambie. L'application de cet accord conclu sous l'égide de la SADC, de l'OUA et de l'ONU est en cours.

## LA TANZANIE

La Tanzanie est située à l'est de l'Afrique. On la considère comme appartenant à Afrique Australe en raison de sa situation et de son adhésion à la SADC. La Tanzanie est constituée d'une terre continentale et des îles de Zanzibar et Pemba. Le territoire tanzanien couvre près de 950 000 km<sup>2</sup> (équivalente de la France et l'Espagne réunie) et rassemble environ 31 millions d'habitants (moitié moins que la France) dont seulement le quart vit en zone urbaine. La population est majoritairement bantoue et une partie étant d'origine arabe.

Les principales langues sont le swahili, l'anglais, l'arabe et l'allemand. La capitale est Dar Es-Salaam, les bantous dominant dans la partie continentale et les arabes à Zanzibar. Le nom de Tanzanie date de 1964 quand l'ex-Tanganyika, ancienne colonie allemande, s'est unie avec l'archipel de Zanzibar.

La Tanzanie a obtenu son indépendance en 1962. Celle-ci arriva après une résistance intérieure contre le colonisateur, sans conflit armé à l'inverse d'autres États d'Afrique Australe qui ont dû faire la guerre. Les principaux mouvements politiques sont le Chama-Chama Mapinduzi (CCM) et la Convention Nationale pour la Construction et Réforme (NCCR en anglais). Le CCM dirige le pays depuis l'indépendance. Monsieur Julius Nyerere fut le premier Président et Benjamin Mkapa est le Président actuel. La Tanzanie était sous le régime du parti unique jusqu'à l'avènement du multipartisme le 19 février 1992.

L'économie tanzanienne repose sur l'agriculture et la pêche. Elle n'a jamais été très dynamique. La guerre contre l'Ouganda, un système socialiste dissuasif et la sécheresse chronique ont maintenu la Tanzanie dans le sous-développement.

Le programme d'ajustement structurel n'a pas été très productif pour les peuples. L'économie a aussi été ruinée par le soutien de Dar Es-Salaam aux mouvements de libération de Afrique Australe. Il faut noter que le pays y a joué un rôle majeur. La Tanzanie est membre fondateur de la SADC. La Chine a soutenu la Tanzanie quand elle s'est engagée dans la voie du socialisme.

Le développement économique de l'Afrique Orientale remonte au succès de Zanzibar comme port d'attache majeur pour les bateaux de l'Océan Indien.

Les principales activités étaient la vente d'esclaves, d'ivoire et de clous de girofle. L'influence de Zanzibar s'étendit à la terre continentale, au Tanganyika. Ce succès a aussi augmenté la pratique du swahili qui était devenue la principale langue de l'Afrique de l'Est. Le seul conflit armé que la Tanzanie connut fut celui contre l'Ouganda en 1978.

L'opposition a toujours été bâillonnée jusqu'à l'introduction du multipartisme. Zanzibar est une zone sensible qui a manifesté à plusieurs reprises une opposition violente. Généralement, la Tanzanie est considérée comme calme et plus organisée que ses voisins africains orientaux tels que le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, la Somalie, le Congo-Kinshasa et le Mozambique. Une Tanzanie prospère a besoin du soutien économique des autres nations. La décision d'adhérer à la SADC peut donc être considérée comme une décision clairvoyante prise par Dar Es-Salaam.

## LA ZAMBIE

La Zambie est une ancienne colonie britannique et portait alors le nom de Rhodésie du Nord. Londres lui accorda l'indépendance en 1964 après l'avoir occupée depuis 1891. Environ 9,5 millions d'habitants (l'équivalent de l'agglomération parisienne) se répartissent sur 752 610 km<sup>2</sup> (une fois et demi la France). Un peu plus des deux- cinquièmes sont citoyens. A l'inverse de sa sœur la Rhodésie du Sud aujourd'hui le Zimbabwe, la Zambie est vaste mais a moins de terres fertiles pour l'agriculture. La production agricole est peu développée à cause de la faible culture terrienne.

Le cuivre est la principale ressource naturelle de la Zambie. Malheureusement, les britanniques ont peu entrepris pour développer la Zambie à l'intérieur de la Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland, incluant le Zimbabwe, la Zambie et Le Malawi. A cause du soutien apporté aux combattants de la libération de la Rhodésie, la gestion de l'économie zambienne a été très difficile, voire impossible. Ainsi, le réseau ferré était neutralisé par la crainte de sabotage des rebelles mozambicains (RENAMO) financés par la Rhodésie du Sud et bloqué au sud par la Rhodésie du Sud. Pendant la période de la Fédération, les mouvements politiques en Rhodésie du Nord et les résistances contre les lois oppressives ont nuit à l'activité économique. Londres décida rapidement de donner sa liberté au nord.

Le parti politique le plus actif était l'UNIP (United National Independence Party) dont le leader, Kenneth Kaunda fut le premier président noir de Zambie, et ce jusqu'en 1991. Après 27 ans de pouvoir sans partage, les élections organisées cette année là ont vu la victoire de Chiluba, dirigeant du Mouvement pour la Démocratie (MD). Le MD avait été formé dans les années 80 et était initialement un syndicat.

Comme ses anciennes sœurs de la Fédération, la Zambie est enclavée, ce qui rend la circulation des marchandises difficile et coûteuse. L'économie est faible et peu développée. La persistance de la guerre en Angola et en RDC, les séquelles de celle du Mozambique affectent le développement zambien, principalement à cause des réfugiés. Sa prospérité passe uniquement par la prospérité régionale. Le conflit zambien est dû à la résistance politique à la colonisation par les britanniques, et aux attaques lancées par la Rhodésie pendant la guerre de libération du Zimbabwe.

## LE ZIMBABWE

Le Zimbabwe est enclavé entre la Zambie au nord, l'Afrique du Sud au sud, le Mozambique à l'est et le Botswana à l'ouest. Il couvre près de 390 580 km<sup>2</sup> (les deux tiers de la France), ce qui représente environ la moitié de la superficie de chacun de ses voisins septentrionaux et occidentaux et à peu près le tiers de celle des Etats limitrophes, orientaux et méridionaux. Environ 11 682 000 d'habitants (le cinquième de la France) sont recensés. Il existe deux principales ethnies : les Shona (57%) et les Ndebele (36%) et l'autres 7%.

Le nom du pays date de l'indépendance en 1980, en remplacement de celui de Rhodésie, adopté par la minorité blanche. L'unilatérale indépendance fut déclarée en 1965 par Ian Smith, premier ministre, sans consultation préalable de Londres. Cependant, ce nom de Rhodésie remplaçait le nom colonial de Rhodésie du Sud, donné en 1923, quand le pays entra officiellement dans le giron de la Couronne anglaise en tant que colonie. La dénomination Rhodésie venait elle-même du nom de l'homme qui avait mené les colons britanniques en Zambie et au Zimbabwe, Cecil Rhodes.

Le nom actuel de Zimbabwe est celui d'ensemble de ruines de pierre situé dans l'actuelle province de Masvingo. Le mot Zimbabwe signifie de grandes maisons faites en pierre. Ces vastes ruines connues aussi sous le nom de Grand Zimbabwe sont supposées avoir été la capitale de l'empire du Munomutapa entre le neuvième et le quatorzième siècle.

L'économie nationale repose sur l'agriculture, le tourisme, les mines d'or, de cuivre, de nickel, de fer, d'amiante, d'émeraudes et d'étain. Le pays est auto suffisant et exportateur de tabac, maïs, thé, coton, soja et d'une grande variété de fruits, notamment des oranges, des bananes et des mangues. Le tourisme est l'un des piliers de l'économie. Les touristes sont attirés par l'abondance de la faune sauvage protégée, les célèbres Chutes Victoria, les ruines de Zimbabwe, le Parc National de Matopo et beaucoup d'autres lieux.

Le régime politique est présidentiel. L'Etat est divisé en neuf provinces dirigées par un gouverneur. L'histoire politique du pays peut être partagée en six périodes : l'époque pré-coloniale, l'arrivée des blancs, la colonisation officielle par le Royaume-Uni, la déclaration unilatérale d'indépendance, la guerre de libération et l'après libération.

Avant l'arrivée des colons blancs, la région du Zimbabwe actuel était le foyer de groupes bantous parlant des dialectes différents. Les plus utilisés étaient le shona, aujourd'hui parlé par près de 60% de la population, le karanga, le kalanga et le tonga. Plus tard arrivèrent les ndébélés dont il est supposé qu'ils ont migré du sud, ouvrant la voie aux guerres (le Temps des Troubles), aux guerres boers, aux guerres anglo-zouloues et à l'expansion blanche en général. Les ndébélés étaient dirigés par Mzilikazi, connu pour avoir trahi son roi Chaka Zoulou. Ils étaient des guerriers plus structurés que ceux qu'ils trouvèrent au Zimbabwe, d'où la défaite et la mise en sujétion des autochtones. Les Shonas avaient déjà été affaiblis par les raids des portugais. Les shonas étaient des paysans qui subsistaient en cultivant la terre alors que les ndébélés vivaient de pillages et d'attaques contre des groupes plus faibles. Après la mort de Mzilikazi, son fils Lobengula l'emporta. Ce fut le royaume de Lobengula que les colons blancs trouvèrent et défirent.

Les premiers blancs à arriver au Zimbabwe furent les portugais mais ils n'y restèrent pas. Ils venaient de l'actuel Mozambique. Plus tard, un Français nommé Bertrand alla jusqu'au

Grand Zimbabwe mais n'y resta pas. L'extension des britanniques du Cap vers toute l'Afrique du Sud eut pour conséquence leur venue et leur établissement au Zimbabwe vers 1890. Les raisons de l'occupation étaient la recherche d'or et la chasse, la rumeur courait dans la colonie du Cap, que le Zimbabwe abritait des temple d'or. Ensuite, il s'agissait d'éviter l'encerclement par les Allemands, qui avaient acquis le Sud-Ouest Africain, l'actuelle Namibie et l'Afrique Orientale Allemande, aujourd'hui la Tanzanie. Si Londres avait laissé faire Berlin, l'Allemagne aurait pu prendre possession du Zimbabwe, de la Zambie et du Malawi. Ceci aurait pu alors bloquer les britanniques et les confiner au sud, sans connection possible avec leur territoire oriental, le Kenya actuel. La troisième raison était le rêve ambitieux de Cecil Rhodes d'acquérir des terres et d'étirer l'Empire victorien du Cap au Caire. Enfin, il fallait empêcher les portugais de relier leurs possessions du Mozambique et de l'Angola.

En 1892, le régiment des pionniers arriva pour appliquer un accord qui n'avait jamais été signé ni par les chefs ni le roi, ce qui était une tromperie totale.

A cause de la tyrannie exercée par le roi des ndébélés sur peuple shona, les blancs furent soutenus par les Shonas qui pensaient pouvoir profiter de la protection des européens. Ce ne fut que plus tard que les shonas et leurs désormais compatriotes ndébélés se rendirent compte que les britanniques étaient plus impitoyables et cruels que les ndébélés.

L'autorité blanche fut d'abord contestée avec violence puis pacifiquement. Après leur défaite finale en 1892, le peuple du Zimbabwe continua à se révolter contre les blancs, mais il fut toujours maté, à cause de l'armement moderne employé par les européens.

La résistance se poursuivi alors que des lois de plus en plus oppressives étaient appliquées. La plupart de ses lois reposaient sur l'expropriation, l'appauvrissement, l'humiliation des anciens chefs, l'immixtion dans la culture du peuple et les droits de l'homme en général.

En 1923, la Rhodésie devient donc une colonie de la Couronne britannique.

En 1955 le premier mouvement politique, le Parti du Congrès National (en anglais National Congress Party) fut crée puis interdit. Le ZAPU fut formé en 1963. Les deux mouvements étaient dirigés par le Docteur Joshua Nkomo. Le mouvement national, comme en Afrique du Sud, voulut essayer de négocier les droits des noirs mais devant l'impossibilité dut se résoudre à la lutte armée. En 1965, fut créé le ZANU. Le président en était Ndabaningi Sithole et le secrétaire général Robert Mugabe. Celui-ci en devint plus tard le dirigeant, jusqu'à l'indépendance. Il fut alors le Premier Ministre noir, pendant cinq ans puis Président de la République depuis lors.

En 1965 Londres donna l'indépendance à la Rhodésie du Nord, aujourd'hui la Zambie, les Blancs s'étant concentrés au sud durant le époque coloniale. La capitale des deux Rhodésie était Salisbury (qui est devenue Harare à la indépendance du Zimbabwe) d'où une Rhodésie du Sud plus développée que celle du nord. Après la Seconde Guerre mondiale, les britanniques furent plus nombreux à s'installer au sud et, du fait de sa position stratégique et de ses richesses, le Royaume-Uni décida de garder la Rhodésie du Sud en la réservant aux blancs.

Toutefois, Londres demanda au gouvernement rhodésien d'abolir la plupart des lois oppressives, mais celui-ci refusa et le conflit alla jusqu'à la Déclaration de l'Unilatérale Indépendance (DUI) par Ian Smith.

Cette DUI provoqua des sanctions contre la Rhodésie et l'intensification de la guerre de libération qui donna l'indépendance au Zimbabwe en 1980. La guerre avait lieu sur deux fronts, d'un côté le Zapu (et sa branche armée le ZIPRA) basé en Zambie et de l'autre le Zanu (et sa branche armée le ZANLA) basé au Mozambique. A cette lutte armée, il faut ajouter la résistance intérieure des travailleurs. Malgré les sanctions internationales, la Rhodésie survivait grâce aux échanges avec l'Afrique du Sud, le Portugal et quelques autres états amis. Grâce à son potentiel économique, la Rhodésie s'était développée avec succès se dotant d'excellentes infrastructures.

Sa base économique était organisée bien que sérieusement affaiblie par les sanctions et la guerre interne. L'Etat avait également construit un système éducatif performant qui, après l'indépendance, a dû s'adapter à la masse de la majorité noire. Tout ceci a permis au Zimbabwe de rester au-dessus du niveau de ses voisins appauvris, à l'exception de l'Afrique du Sud. En dépit des problèmes immédiats de l'après indépendance, en l'occurrence le banditisme et la déstabilisation par l'Afrique du Sud, maintenant résolu, le pays a connu une croissance économique satisfaisante jusqu'en 1998. Cependant le paiement par le gouvernement de larges pensions aux ex-combattants de la guerre de libération provoque une récession. Ces largesses financières, ainsi que l'implication du Zimbabwe dans la guerre en RDC ont mené à une forte dévaluation du dollar zimbabwéen, aggravant la crise économique. (Le FMI a récemment demandé des explications à Harare concernant une utilisation éventuelle des fonds de l'organisation à des fins de guerre en RDC, sans que cela ne provoque de réponse du président R G Mugabe).

Il apparaît donc que l'histoire coloniale influence la géopolitique et les relations dans cette zone.

A l'époque coloniale, les puissances colonisatrices ont créés des frontières nouvelles qui n'existaient pas avant leur arrivée et qui sont aujourd'hui, la source de conflits mondiaux. Les colons ont aussi créé l'apartheid, inconnu auparavant, et qui a créé un fossé infranchissable et demeure la cause de conflits ethniques et raciaux. L'histoire indique que presque toutes les nations de la région disposaient, avant la partition coloniale de l'Afrique, d'un accès à la mer et faisaient circuler leurs marchandises sans problème majeurs. Aujourd'hui il existe beaucoup d'Etats enclavés, le découpage colonial de la région a pris en compte les intérêts des colonisateurs, possédant d'autres accès maritimes dans la région ou sur le continent. Les effets de l'absence de façade maritime se font sérieusement sentir dans les domaines de la circulation des marchandises, de la gestion économique et du développement de ces pays.

Le droit international oblige les Etats à autoriser l'accès à la mer, mais la faiblesse de l'ONU (qui n'est pas partie prenante dans les négociations bilatérales) rend difficile l'application de ce droit et celui-ci a été violé à plusieurs reprises sans sanctions postérieure. L'Afrique Australe est affectée par ce problème de désenclavement, l'accès à la mer étant un facteur important pour l'économie et la défense des nations. Ainsi, durant les années 80, sous le régime d'apartheid en Afrique du Sud, Pretoria a délibérément empêché le Zimbabwe d'utiliser ses ports. Dans la décennie précédente, le gouvernement rhodésien a interdit le passage des marchandises zambiennes vers les ports sud-africains. Pendant les guerres d'indépendance dans la région, Pretoria utilisait les ports comme arme pour empêcher le Malawi, le Botswana, le Swaziland et le Lesotho de soutenir les combattants de la liberté. Aujourd'hui, il existe une guerre commerciale tacite en Afrique Australe et le contrôle des frontières est souvent une arme capitale.

Il était raisonnable de penser que la fin de la colonisation et de l'apartheid amènerait une paix totale dans la région, permettant le développement économique mais, malheureusement, les conflits coloniaux ont laissé en héritage des guerres civiles en Afrique Australe.

A l'époque coloniale, quelques organisations marionnettes, sous la forme de partis politiques et mouvements para-militaires servaient d'auxiliaires aux colonisateurs et aux régimes de ségrégation par la minorité blanche pour mater les combattants de la liberté. Ces organisations existent toujours et ont fortement influé le cours des événements régionaux. Elles ont prolongé les conflits, gênant la paix et le développement, elles font obstacle à la coopération et à l'unité des Etats post-coloniaux, les faisant s'opposer dans la résolution des problèmes de la région. Les exemples des séquelles coloniales sont l'UNITA en Angola la RENAMO au Mozambique (maintenant résolu), le conflit dans la bande de Caprivi en Namibie et le Zanu Ndonga au Zimbabwe (résolu). La guerre civile angolaise a des conséquences fâcheuses pour toute l'Afrique Australe, pour sa paix, sa stabilité et son développement. Alors que les dirigeants régionaux parlent de coopération et de prospérité dans les réunions de la SADC, il est avéré que certains des Etats de la région soutiennent directement ou indirectement l'UNITA. Plusieurs raisons à ce soutien sont émises :

- Le commerce avec cette rébellion est rentable.
- La guerre d'usure permet de mesurer les forces militaires et économiques de chaque Etat, en vue du leadership régional.
- Renverser le régime de Lusaka pour y placer un gouvernement plus amical avec les Etats soutenant l'UNITA.

L'UNITA contrôle aujourd'hui de vastes régions de l'Angola rural. Il est probable que dans ses zones contrôlées, l'UNITA abrite et apporte un soutien logistique à l'Armée de libération de Caprivi (ALC). Cette question de la bande de Caprivi, en plus de toucher directement la Namibie, le Botswana et l'Angola, est en train de semer insidieusement la division parmi les dirigeants de l'Afrique australe, à cause des points de vue différents. Certains considèrent qu'il s'agit de banditisme alors que, pour d'autres c'est une organisation politique remarquable.

## LES SEQUELLES DE L'APARTHEID

Les autres exemples classiques de l'héritage laissé par l'apartheid sont :

- Le problème de la redistribution des terres au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud.
- La minorité blanche de ces pays ne parvient pas à vivre harmonieusement avec les noirs.
- Les partis politiques en Afrique Australe sont issus d'une base tribale. Les lois de l'apartheid avaient créé la ségrégation.
- Le tribalisme, empêche pour longtemps une solidarité nationale dans l'optique du développement économique.

Afin l'après indépendance en Afrique Australe doit relever un grand défi voie vers le développement et la paix. Depuis l'indépendance, l'Afrique Australe doit relever un défi majeur : son développement économique et la stabilité régionale. Afin d'attendre ce double objectif, il est possible de proposer quelques suggestions : associer les anciennes puissances coloniales au règlement des guerres civiles, assurer la libre utilisation des ports pour les pays enclavés, accroître la lutte contre l'apartheid, mettre en œuvre un plan de développement économique régional.

## LA COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE

### INTRODUCTION

Aujourd'hui, la plupart des régions du monde se développent avec succès dans tous les aspects (économiquement, culturellement, environnemental, socialement et militairement) grâce au regroupement en ensembles régionaux. Parmi ceux-ci l'UE (Union Européenne) l'ECOWAS, la SDAC (CDAA en français), l'OTAN, l'ECOMOG etc. De manière générale, le monde vit sous le régime de la mondialisation (économique). L'importance de ces ensembles a été soulignée par d'importantes personnalités mondiales et ainsi tout récemment par le Secrétaire Général des Nations Unies, dans l'hebdomadaire « The Economy » daté du 18-24 septembre 1999 : Kofi Annan y explique les deux conceptions de la souveraineté et y développe les quatre types d'intervention par des organisations régionales en cas de conflits ou désastres dans leurs zones. Ces organisations peuvent avoir à demander l'autorité et l'assistance de l'ONU. Avec la SADC, l'Afrique Australe peut aller de l'avant et résoudre son problème de développement dans les domaines économique, social, culturel, écologique et militaire.

Le point le plus important n'est pas seulement de constituer de tels regroupements, mais d'en respecter les accords. Pour l'Afrique Australe, la SDAC n'est pas la première association, la première fut celle des « Etats de la Ligne de Front ». puis vint ensuite la SADCC puis l'actuelle SADC.

En 1980, la Zambie, la Tanzanie, le Mozambique, le Botswana, le Malawi et le Zimbabwe décident de former le groupe des Etats de la Ligne de Front, contre l'apartheid et le post-colonialisme. Il s'agissait de supporter la lutte de libération des peuples opprimés et de se défendre contre la politique de déstabilisation du régime de Pretoria. Ayant atteint son objectif il s'est transformé en l'actuel Organe de Politique de Défense et de Sécurité de la SADC. Celui-ci sera étudié plus loin.

La Communauté Africaine Australe de Coordination du Développement (CAACD) fut fondée le 1 avril 1980 à Lusaka (Zambie) et transformé en SADC en 1992. Les objectifs de la CAACD étaient la libération économique et le développement intégré des économies nationales de la région. Depuis sa formation, la CAACD a fonctionné selon un mémorandum d'entente sans accord, charte ou traité. En 1989, à Harare (Zimbabwe), les dirigeants de chaque Etat se mirent d'accord pour décider la formalisation de la CAACD en une organisation légale dotée de statuts légaux. Le nouveau statut de la CAACD, avec des instruments légaux de coercition, a augmenté son efficacité. La réalisation la plus importante de la CAACD est d'être parvenue à établir des fondations solides pour l'intégration économique en Afrique Australe.

La nouvelle CAAD (Communauté Africaine Australe de Développement) a été initiée en 1989 à Harare (Zimbabwe) et formalisée en 1992 à Windhoek (Namibie) par les chefs d'Etats ou de gouvernement en signant une déclaration et un traité. L'ex-CAACD avait neuf membres fondateurs : l'Angola, le Botswana, le Lesotho, Le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Suivant l'indépendance de la Namibie et de l'Afrique du Sud, la nouvelle SADC s'est agrandie et compte aujourd'hui quatorze Etats : l'Angola, l'Afrique du Sud, le

Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, l'île Maurice, la Namibie, le Swaziland, les Seychelles, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

### Le Traité de la SADC

Le traité établissant la SADC a donc été signé à Windhoek en 1992. Il comporte des obligations et des annexes que les Etats s'engagent à respecter en coordonnant, harmonisant et rationalisant leurs politiques et stratégies pour un effort soutenu de développement.

Les principes fondamentaux du traité sont :

- l'égalité souveraine des Etats membres,
- la solidarité, la paix et la sécurité,
- les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit,
- l'équité, l'équilibre et le bénéfice mutuel.

Les Etats membres doivent montrer leur engagement à vouloir agir en accord avec ces principes dictés dans l'article 4 du traité.

Les décisions et accords élaborés sous l'égide de la SADC sont contraignants et l'organisation possède, le cas échéant, des instruments légaux afin de faire appliquer ces décisions et accords.

Le traité prévoit des protocoles qui exposeront les principes et procédures selon lesquels les Etats membres conduiront leur coopération dans des domaines spécifiques.

Des sanctions peuvent aussi être imposées contre les Etats membres, s'ils:

- ne remplissent pas, sans raison valable, les obligations dictées par le traité,
- mettent en œuvre des politiques qui sapent les principes et objectifs de la SADC,
- sont en retard de plus d'un an sur le paiement des contributions à la SADC pour des raisons autres qu'une catastrophe naturelle ou circonstances exceptionnelles qui affectent gravement leur économie.

Les sanctions seront déterminées par le Sommet sur la base du cas par cas.

### LES INSTITUTIONS DE LA SADC

Le Sommet des chefs d'Etats ou de Gouvernement	Conseil des Ministres	Comités Sectoriels et Commissions
Comité Permanent de Gouvernement	Points de Contact Nationaux	Points de Contact Sectoriels
Secrétariat	Tribunal	Institutions Annexes

### Le Sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement

Ce sommet est constitué des Chefs d'Etat ou de gouvernement de tous les pays membres et est l'ultime institution de décision de la SADC. Il est l'organe suprême et est responsable

de la direction générale et du contrôle fonctionnel de la SADC, aussi que de la réalisation de ses objectifs. Un président, actuellement le Président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki et un Vice-Président, sont élus pour une période prédéfinie. Le Sommet se réunit au moins une fois par an et est, en outre, responsable de la création des Commissions, d'autres institutions, des comités et organisations si le besoin s'en fait sentir. Le Secrétaire Exécutif et le Secrétaire Exécutif Adjoint sont aussi nommés par le Sommet.

## LE CONSEIL DES MINISTRES

Il est constitué de ministres venant de chaque Etat, en général ceux qui sont responsables de l'économie ou des finances dans leur pays. Ils sont chargés de superviser le fonctionnement et le développement de la SADC et de s'assurer que les politiques sont appliquées correctement. Le Conseil conseille le Sommet sur des problèmes de politique générale et approuve les programmes de travail et les orientations stratégiques pour le futur de la SADC. Une des tâches majeures du Conseil est la définition d'aires sectorielles de coopération et l'attribution aux Etats-membres de la responsabilité de la coordination des activités sectorielles. Le Conseil se réunit aussi au moins une fois par an pour passer en revue les progrès réalisés et les activités des institutions subordonnées.

### Les Comités Sectoriels et les Commissions

La SADC a constitué des Commissions et des Comités Sectoriels pour guider et coordonner les politiques d'intégration et de coopération ainsi que les programmes dans des secteurs pré-définis. Les secteurs sont attribués individuellement aux Etats membres afin de coordonner et fournir la direction. Les activités sectorielles sont supervisées par des Comités Sectoriels de ministres.

Les commissions sectorielles si nécessaire à travers une convention ou un autre instrument approuvé par le Sommet et ratifié par les Etats membres. Les commissions sont des institutions régionales concernant tous les pays membres tandis que les Unités de Coordination Sectorielle appartiennent aux gouvernements nationaux.

### Les Comités Permanents de Fonctionnaires (CPF)

Les Comités sont composés d'un secrétaire permanent ou d'un fonctionnaire par Etat membre. En général, ce fonctionnaire vient du ministère de l'économie ou des finances.

Le CPF est un comité de conseil technique auprès du Conseil des Ministres et tient réunion au moins une fois par an. Les membres ont donc une double responsabilité puisqu'ils sont aussi des Points Nationaux de Contact.

### Les Points Nationaux de Contact

Les points nationaux de contact sont à la charge du ministère dont dépendent les affaires relatives à la SADC. Leur responsabilité inclut la consultation régulière et la communication outre les organes gouvernementaux appropriés et les entreprises et médias des affaires concernant la SADC. Tous les ministères ayant des responsabilités dans les secteurs de la SADC sont des points sectoriels de contact et travaillent étroitement avec les unités de coordination sectorielles dans la préparation des politiques sectorielles et des stratégies et la

formulation des idées de projets. Les points sectoriels de contact assistent et participent à toutes les rencontres sectorielles et aident les unités sectorielles de coordination dans le suivi des projets.

### Le Secrétariat

Le Secrétariat est le principal organe exécutif de la SADC, il est chargé de la planification stratégique, de la gestion des programmes de la SADC, de l'application des décisions du Sommet et du Conseil des Ministres. Ayant à sa tête un Secrétaire Exécutif qui est nommé par le Sommet, il est aussi chargé de l'organisation et de la gestion des réunions de la SADC, de l'administration financière et générale ainsi que de la politique de communication et de promotion de la SADC.

### Le Tribunal

Un Tribunal devra être constitué afin d'assurer et de s'assurer de l'application réelle des dispositions du traité et de ses annexes et de juger les différends selon ces dispositions. Les décisions de ce Tribunal seront sans appel et contraignantes.

### Organes subordonnés

D'autres institutions seront établies si nécessaire.

### LA STRUCTURE DE LA SADC

La structure de la SADC comprend :

- un Sommet annuel,
- une réunion du Conseil des Ministres,
- un certain nombre de bureaux spécialisés pour la coordination sectorielle.

L'organe suprême de décisions (politique) de la SADC est le Sommet, qui se tient annuellement et auquel assistent les Chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants.

Une réunion des représentants des pays membres, au niveau ministériel, se tient au moins deux fois l'an. En outre, des réunions spéciales sont prévues, afin de coordonner et de développer la politique régionale dans des secteurs spécifiques tels que les ministères du Tourisme et les ministères du Commerce et de l'Industrie.

La Communauté possède aussi les bureaux de coordination suivants, situés dans l'Etat qui a l'expertise dans ces secteurs respectifs :

- Recherche et Suivi des Ressources Naturelles et de l'Agriculture (basé au Botswana)
- Culture et Information (basé au Mozambique)
- Travail (basé en Zambie)
- Energie (basé en Angola)
- Environnement et Gestion Agricole (basé au Lesotho)
- Finance et Investissements (basé en Afrique du Sud)
- Alimentation et Agriculture (basé au Zimbabwe)
- Développement des Ressources Humaines (basé au Swaziland)
- Industrie et Commerce (basé en Tanzanie)
- Pisciculture, Faune sauvage et Forêts (basé au Malawi)
- Pêche (maritime) (basé en Namibie)
- Mines (basé en Zambie)
- Centre africain austral pour la coopération dans la recherche agronomique (basé au Botswana)
- Elevage et Contrôle Vétérinaire (basé au Botswana)
- Commission Africaine Australe pour les Transports et les Communications (basé au Mozambique)
- Tourisme (basé au Lesotho)

Chacun de ces bureaux de coordination sectorielle à joué récemment un rôle très significatif dans leur secteur respectif.

### **LA SADC AUJOURD'HUI ET DEMAIN**

La SADC est actuellement la seule organisation légitime d'intégration de l'Afrique Australe, elle a joué un rôle très important en contribuant à initier le développement et la coopération. Mais, selon les définitions des objectifs et des organes de la SADC, il aurait été possible d'en faire plus sous son égide. Le problème majeur est que la prise de décision nécessite un très important travail de discussions pour harmoniser les positions des membres. Lorsqu'un consensus n'est pas trouvé, un blocage paralyse les travaux de la SADC, cette attitude passive a prouvé sa nocivité. Récemment, la guerre en RDC, la guerre civile en Angola et le banditisme dans la bande de Caprivi a presque scindé la SADC en deux groupes. Des efforts sont entrepris afin d'aplanir les différends.

L'avenir de la SADC dépend de la manière dont les Etats-membres respecteront les engagements du traité et réaliseront :

- la paix totale dans la région.
- la coopération économique.
- la juste redistribution des ressources rares telles que l'eau, la nourriture, l'électricité, les hydrocarbures, pour n'en citer que quelques-unes.
- le respect mutuel de la souveraineté nationale.
- le désintéressement.
- l'abolition complète de l'apartheid, du racisme et du tribalisme.
- l'éradication de la corruption.
- l'implication décomplexée des anciennes puissances coloniales ; la colonisation ayant eu une influence directe sur la tournure des événements aujourd'hui dans la région.

- le respect du principe d'intangibilité des frontières coloniales et du droit international avenant comme l'utilisation des ports pour les Etats enclavés.
- la coopération militaire.
- la coopération sociale et culturelle.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Internet : [http :www.sadc-online.com/sadc/about/about.htm](http://www.sadc-online.com/sadc/about/about.htm) daté 14 Septembre 1999.

## LE CONSEIL DE LA SADC POUR LA POLITIQUE, LA DEFENSE ET LA SECURITE

Après que la Namibie et l'Afrique du Sud aient arraché leur indépendance, l'organisation des Etats de la Ligne de Front devenait inutile. L'ennemi commun, l'apartheid, ayant été vaincu, l'organisation se transforma en Conseil pour la Politique, la Défense et la Sécurité (CPDS), fonctionnant comme organe de la SADC. Le CPDS a pour objectif d'accroître le climat de paix, de stabilité, de sécurité et de confiance entre les Etats membres. Il peut aussi appeler à une intervention diplomatique et/ou militaire en cas d'agression extérieure ou intérieure d'un Etat membre, d'où l'ingérence militaire de la SADC en RDC ou au Lesotho. Bien qu'organisation formelle, le CPDS n'a, comme l'ancienne SADCC, aucun instrument contraignant. Le CPDS n'a pas d'iusleuvent couliaegnant, tout comme la CAACD.<sup>6</sup>

Les efforts pour transformer cet organe en traité ont été entrepris, mais les Etats membres hésitent à le signer. La faiblesse de ce Conseil s'est avérée quand les pays de la SADC ont échoué à se mettre d'accord pour trouver une solution du conflit en RDC. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe sont intervenus militairement en RDC, tandis que les autres membres qui étaient d'accord pour cette intervention, manquent de moyens financiers. L'Afrique du Sud était contre l'intervention et a demandé de mettre l'accent sur une solution diplomatique. Tous les Etats membres s'accordaient sur cette solution diplomatique mais l'intervention militaire est devenue une nécessité quand le gouvernement de Kinshasa a été sur le point d'être renversé par la rébellion. (celle-ci recevait l'aide extérieure d'Etats voisins).

Du fait des divergences concernant la solution, particulièrement sur les aspects de l'intervention militaire, les Etats membres qui sont intervenus en RDC ont signé un accord de défense, en l'espace de deux mois. Celui-ci était devenu nécessaire afin de permettre aux alliés de manœuvrer sans problèmes de coordination. Ce nouveau pacte est évidemment devenu une menace pour l'unité de la région et des efforts sont désormais accomplis afin de le formaliser et de l'insérer sous le CPDS, pour le transformer en traité pouvant être signé par tous les Etats membres. S'il ne l'est pas, cette alliance à quatre (plus le RDC) va effectivement isoler l'Afrique du Sud. Actuellement, on négocie beaucoup parmi les Etats membres, Pretoria étant très active, afin d'accélérer la signature formelle du Pacte de Politique, Défense et Sécurité. L'Afrique du Sud est en pointe pour plusieurs raisons :

- l'isolement affecte directement l'Afrique du Sud.
- la supériorité régionale de l'Afrique du Sud est menacée par l'intégration militaire de l'Angola, la Namibie, la RDC et le Zimbabwe.
- les succès des quatre membres actuellement impliqués militairement pourrait signifier que l'importance du CPDS deviendrait moindre et l'engagement des quatre alliés au sein de la SADC pourrait se réduire. Il est donc primordial pour Pretoria de trouver une solution avant que les alliés n'aient obtenu la victoire. Une RDC stable est une alternative à la dépendance des Etats de la SADC par rapport à l'Afrique du Sud.
- Celle-ci préside actuellement la SADC.

L'avenir du CPDS est prometteur, mais son efficacité est maintenant directement menacée par le nouveau pacte de défense entre les alliés en RDC.

<sup>6</sup> Zimbabwe Parliament Debates, Volume 25, Number 9, daté 16 Septembre 1999, « par Jongwe Printers ».

## LE PROBLEME DE LA REDISTRIBUTION DES TERRES

Comme vu plus haut, une des raisons majeures de la résistance noire au joug blanc était la possession de la terre. A l'indépendance, les aspirations des peuples noirs étaient la redistribution des terres, soit par le rachat, soit par la nationalisation. Les gouvernements espéraient pouvoir négocier, avec les minorités de colons, une cession gratuite des terres alors que ses derniers envisageaient les vendre au meilleur prix. Néanmoins, les populations blanches ont majoritairement quitté leurs propriétés à l'indépendance, par crainte de l'insécurité, par leur incapacité à vivre sous gouvernement noir, et à cause de la nationalisation des terres.

Alors que la décolonisation atteignait toute l'Afrique Australe, la population de colons devait choisir entre rester en Afrique ou retourner en Europe. La plupart d'entre eux ont décidé de rester et ils sont aujourd'hui concentrés en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe ces trois pays ayant des politiques de réconciliation nationale. Les colons sont donc revenus sur leurs propriétés, dont la plupart sont des fermes couvrant de vastes étendues. Les constitutions de ces Etats stipulent que leur gouvernement doit accomplir une réforme agraire, celle-ci pourrait permettre aux paysans noirs marginalisés par le colonialisme et l'apartheid de retrouver des terres pour leurs récoltes et leurs élevages. Les politiques de redistribution des terres dans ces trois pays sont un enjeu majeur après les guerres d'indépendance.

Les deux groupes qui sont supposés vivre harmonieusement ensemble après les guerres de décolonisation sont en train de se diviser. Actuellement, les colons représentent 6% de la population au Zimbabwe et possèdent 70% des terres fertiles, les proportions sont identiques en Namibie et en Afrique du Sud. Voici les arguments des trois parties en conflit :

- Les paysans : bien que peu de fermiers aient pu acheter ces fermes, les quatre cinquièmes (80%) ont été donnés à des colons comme paiement pour avoir combattu et défait les indigènes de ces pays. Le reste fut donné en rétribution pour ceux qui ont participé à la seconde guerre mondiale et une autre partie fut prise de force aux noirs, lors de l'apartheid. Donc il ne faut pas acheter la terre, mais simplement la redistribuer gratuitement.
- Les fermiers : pour eux l'histoire c'est le passé, il faut regarder la situation avec les yeux d'aujourd'hui et par conséquent, ceux qui ont besoin de terre doivent l'acheter. Par exemple, le gouvernement peut le faire pour le peuple. Ils ont acheté et développé la terre, et n'acceptent de s'en séparer qu'aux prix du marché. Ils considèrent que les autochtones n'ont pas le niveau adéquat pour tirer partie pleinement des richesses de la terre et que, par conséquent, il ne faut donc pas leur donner de terres fertiles.
- Le gouvernement : Premièrement, celui-ci n'a pas les moyens financiers pour acheter des terres pour le peuple. Ensuite, les fermiers doivent volontairement rendre une partie de leurs terres, étant évident qu'ils en ont plus que nécessaire. Si le gouvernement doit toutefois acheter, il ne peut le faire que dans un but de développement économique. Par ailleurs, la plupart des fermiers blancs sous-utilisent le potentiel de leurs terres, ils veulent garder la terre afin de la monnayer si le gouvernement accepte de l'acquérir. Dans la mesure du possible, l'Occident, qui est responsable de la colonisation, doit aider les pays touchés à acquérir les terres agricoles pour les noirs lésés.

Les effets de ce problème se font désormais sentir au Zimbabwe. Des paysans noirs occupent les fermes commerciales, persuadés que Harare ignore leurs difficultés. La situation y est chaotique et réclame une mise en ordre mais qui a tort ? Le Zimbabwe est indépendant depuis dix-neuf ans et n'a pas résolu cette question. En Namibie, et en Afrique du Sud respectivement libres depuis 1990 et 1994, aucune action ou plan significatif n'a été mis en place. Le monde ayant des opinions différents sur les trois parties en présence, il est important qu'une solution juste soit trouvée. Un arrangement équitable exige la pleine implication simultanée des anciennes puissances coloniales et de toutes les autres organisations concernées. Un échec pourrait conduire à :

- Menacer la paix, la stabilité, la sécurité et la tranquillité dans la région.
- Décrédibiliser les politiques de réconciliation nationale.
- Conduire à des conflits en cas de jugement contesté.
- Affecter sérieusement le développement régional.

Dans un monde civilisé, cette redistribution doit s'effectuer sans léser aucune des partis. Il est à espérer que les gouvernements touchés, le monde, et les peuples de la région, blancs et noirs, vont ainsi conjuguer leurs efforts pour trouver pacifiquement une solution à ce problème.

## L'AFRIQUE DU SUD, UNE PUISSANCE REGIONALE

### INTRODUCTION

Bien qu'ayant déjà étudié l'Afrique du Sud en détail, nous analyserons ici les raisons de sa supériorité sur le reste des Etats de la SADC. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est une puissance régionale majeure qui cherche sa place et la reconnaissance dans sa région. Nous étudierons d'abord brièvement la période précédant la colonisation (l'Empire de Chaka Zoulou), celle du colonialisme et de l'apartheid et enfin l'ère post coloniale.

### LA PERIODE PRE-COLONIALE

Durant l'Empire du Chaka Zoulou, l'Afrique du Sud fut l'une des nations les plus fortes de la région. Chaka avait le gouvernement le mieux organisé de son époque et l'armée la plus impressionnante. Ses armées attaquèrent brutalement et avec succès, toute la région, témoignant de sa puissance durant cette époque. Cette puissance prit fin quand Chaka fut tué par un complot ourdi par ses frères. Mais avant qu'il ne meurt, la plupart de ses généraux l'avaient déjà déserté à cause de sa brutalité et de l'expansion terrestre des colons. Ceux-ci s'enfuirent avec leur peuple et vainquirent toutes les autres nations régionales, prenant le contrôle de la région. Les Ndébélés vinrent s'établir au Zimbabwe, les Tchanganés au Mozambique, les Ngoni au Malawi, les Rozwi en Zambie, d'autres allant jusqu'en Tanzanie et dans la région des Grands Lacs. Cet exode se produisit pendant les guerres Umfecane (Umfecane en Zoulou, ou Times of Trouble en Anglais, ou Epoque de trouble en Français). L'Afrique du Sud était alors dominante, ses peuples étaient très riches car ils possédaient des troupeaux issus de razzias dans la région. Tous ces gens perdirent leur pouvoir et leur autorité au profit des colons blancs pendant la colonisation.

### L'ERE COLONIALE

Durant l'époque coloniale, l'Afrique du Sud fut à nouveau le pays le plus puissant de la région, les Européens apportèrent une civilisation avancée avec toute sa technologie. Principale porte d'entrée en Afrique Australe pour les colons blancs, ceux-ci devinrent nombreux en Afrique du Sud, favorisant le développement du pays par apport aux autres régions où ils étaient moins présents.

La population blanche d'Afrique du Sud ayant accaparée l'essentiel des immenses richesses du pays, elle contribua activement à son propre essor et donc à celui du pays. Consciente du caractère temporaire de leur domination, ils investissaient leurs bénéfices à l'intérieur de leur colonies. Les blancs sud-africains ré-investissaient la totalité de leurs capitaux, développaient les forces armées, faisant ainsi de ce pays, la première puissance du continent afin de défendre l'apartheid.

La guerre d'indépendance ne fut pas destructrice pour l'Afrique du Sud, car la stratégie adoptée était d'assurer la défense à partir du fleuve Zambeze, c'est à dire la frontière septentrionale de la Rhodésie. L'Afrique du Sud a ainsi fourni une assistance militaire aux Rhodésiens pour combattre la guérilla de l'ANC. La chute de la Rhodésie a été, pour le régime de Pretoria, une des causes de la fin de l'apartheid. Malgré la défaite des colons, l'économie et le potentiel militaire sont restés intacts, malgré les pressions exercées par les

autres Etats de la région. Ainsi grâce à la pression internationale et à la résistance interne des syndicats étudiants et ouvriers, le gouvernement d'apartheid a cédé et le gouvernement de la majorité noire a hérité d'un pays en ordre de marche.

## L'AFRIQUE DU SUD DE L'APRES-APARTHEID

Comme indiqué, précédemment, l'Afrique du Sud est devenue indépendante en 1994, la direction du pays est alors passée au Congrès National Africain (ANC, en anglais), le plus vieux parti et probablement le plus populaire de la région. Le premier président noir a été Nelson Mandela, qui fut emprisonné pendant vingt-sept ans. Le nouveau gouvernement disposait d'une ossature solide dans tous les domaines. Aujourd'hui, le plus grand défi de la majorité noire et de ses dirigeants est de maintenir les standards occidentaux de développement et la domination régionale dont l'Afrique du Sud jouit depuis le début du dix-neuvième siècle. Les six défis majeurs sont :

- Eradiquer toute discrimination.
- Satisfaire les populations blanches et noires.
- Réduire la criminalité (Johannesburg est l'une des villes les moins sûres du monde. Le taux d'homicides dépasse allégrement celui des villes américaines les plus dangereuses).
- Conserver une cohabitation géographique entre blancs et noirs ( historiquement, le pays est l'union de quatre Etats coloniaux indépendants ; la colonie du Cap, le Natal, l'Etat libre d'Orange et le Transvaal).
- Garder les politiques économiques et sociales des régimes précédents.
- Conserver une politique étrangère active et acceptable dans la région.

Si les six défis évoqués ci-dessus ne sont pas relevés, l'Union Sud –Africaine pourrait se trouver confrontée à un éclatement de l'union des quatre anciens états coloniaux, dans une situation du type Yougoslavie.

L'Union a en son sein beaucoup de groupes ethniques qui sont très sensibles à leurs valeurs culturelle et historique. Les principaux groupes sont les xhosa, les zoulou, les sotho, les ndébélé, les tchangane et les afrikaner (ces derniers sont blancs).

La supériorité de l'Afrique du Sud dépend fortement de l'unité nationale, laquelle ne sera accomplie que lorsque les défis évoqués plus haut seront relevés et qu'il ne sera plus fait référence à l'histoire des Etats coloniaux.

La paix générale dans la région et particulièrement entre les Etats de la SADC, est une défie aussi l'hégémonie de Pretoria. Un Angola paisible et bien géré possède le potentiel en richesses naturelles et une bonne localisation géographique qui lui permettrait d'être, à l'égal de l'Afrique du Sud, une puissance régionale majeure.

Bien que le maintien de la RDC dans la SADC ne soit pas une certitude le Congo Démocratique est aussi une menace pour la prédominance sud-africaine. C'est pourquoi Pretoria joue un rôle majeur par sa politique étrangère dans la région et par sa position de puissance régionale majeure.

Le défi du maintien de l'unité afin d'assurer la force de la nation existe aussi en Angola et en RDC. Mais la possibilité d'une paix durable est plus vraisemblable dans le premier Etat cité que dans le deuxième. L'ex-Zaire fourni un marché alternatif à la SADC avec sa population de quarante-cinq millions (45 millions) d'habitants contre quarante-deux millions (42 millions) de l'Afrique du sud. Bien sur l'importance du réseau d'infrastructures déjà

existant et du développement industriel de l'Afrique du Sud ne souffre pas la comparaison avec l'Angola et la République Démocratique du Congo.

Actuellement sous la présidence de Thabo Mbeki, l'Afrique du Sud cherche sa place dans la région. Si elle poivrent à relever les six défi qui lui sont posés, il parait clair qu'elle possède le potentiel pour rester la puissance dominante de l'Afrique Australe.

## L'AVENIR DE L'AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique Australe a un avenir prometteur grâce à ses richesses économique, son réseau d'infrastructures déjà tissé par le colonisateur et une main-d'œuvre alphabétisée abondante.

La fin de la guerre froide donne plus de perspectives pour la paix en Afrique Australe. Les conflits y étaient principalement dûs à l'apartheid et à l'opposition idéologique entre communisme et capitalisme. La fin des guerres en Angola, en RDC et en Namibie (Bande de Caprivi) peut déboucher sur une coopération pour le développement économique, social, écologique et à termes à la réduction des dépenses militaires.

Une Afrique Australe prospère conduira à une redistribution satisfaisante des richesses à la fois régionalement et à l'intérieur de chaque pays. Elle réduisant ainsi grandement les possibilités de conflits entre groupes, tribus et nations dans la région.

L'arrivée de la majorité noire à la direction de l'Etat Afrique du Sud est une avancée capitale vers l'élimination de l'apartheid et des discriminations parmi les populations africaines australes. Actuellement, bien que l'apartheid ait été aboli en Afrique du Sud la ségrégation et le racisme sont toujours répandus. et il est évident que la normalisation des relations inter communautaires et l'acceptation de l'autre prendront du temps. La politique intérieure de l'Afrique du Sud, est un facteur déterminant pour la paix régionale.

La politique de la terre qui fut la cause réelle de toutes les guerres anti-coloniales nécessite des changements radicaux pour satisfaire tout le monde, son échec pouvant être la cause de nouveaux conflits. L'actuel problème agraire au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud exige une solution consensuelle rapide.

La SADC demeure le véhicule légitime pour unifier économiquement, socialement, culturellement et militairement la région. L'organe de la SADC pour la Politique, la Défense et Sécurité est une bonne plate-forme pour créer une atmosphère militaire amicale qui contribuera à la paix, à la stabilité et à la confiance entre les Etats membres. La plupart des constitutions nationales doivent être modifiées pour être plus démocratiques et réduire les pouvoirs confiés aux individus. Ce qui réduirait la corruption tant il est vrai que parfois le pouvoir corrompt. Le nombre de fonctionnaires doit également être diminué, ainsi que les conseillers présidentiels et les postes de commandement militaire.

La corruption endémique en Afrique Australe a souvent la pauvreté pour cause. Beaucoup d'individus, à qui sont confiées des fortunes, sont si pauvres qu'ils ne peuvent résister au vol et à la corruption. Le manque de responsabilité est aussi une cause de corruption et de népotisme, nombre de gens ont adopté une culture de vol des anciens colonisateurs, qui perdure et qui appauvrit l'Etat. Il faut mener une campagne active pour inverser les mentalités allant de la base de la population aux plus hautes autorités de l'Etat.

## CONCLUSION

Depuis 1852, quand l'arrivée du colonisateur et devenue effective dans la région, l'Afrique Australe n'a jamais connu la paix et la tranquillité. Comme expliqué plus haut, après les guerres coloniales, vinrent les résistances coloniales suivies de guerres de décolonisation. La résistance intérieure anti-apartheid les remplaça dans chaque pays, soutenue par un mouvement régional. Ainsi, les guerres coloniales qui opposèrent les Zoulous et les Boers, les Zoulous et les Britanniques et ceux-ci aux Boers, de même que les révoltes Ndébélés et Shona au Zimbabwe ; par n'en citer que quelques-unes.

Des guerres de décolonisation ou d'indépendance ont eu lieu dans presque tous les pays d'Afrique Australe . A l'exception des territoires a faible intérêt économique pour le colonisateur, comme le Botswana ou le Swaziland.

Les exemples classiques de résistance contre l'apartheid qui ont frappé sont la révolte étudiante de Soweto en Afrique du Sud et l'organisation des Etats de la ligne de Front, en Afrique Australe.

Aujourd'hui, les conflits ethnique et civil intra-régionaux tels que la guerre civil en Angola et la rébellion dans la Bande de Caprivi sont un reliquat des guerres d'indépendance auquel il est possible d'ajouter le conflit en RDC par extension. Mais la fin de l'apartheid ouvre des possibilités de développement qui mèneront à un avenir radieux de la région si les états d'Afrique Australe réussissent à :

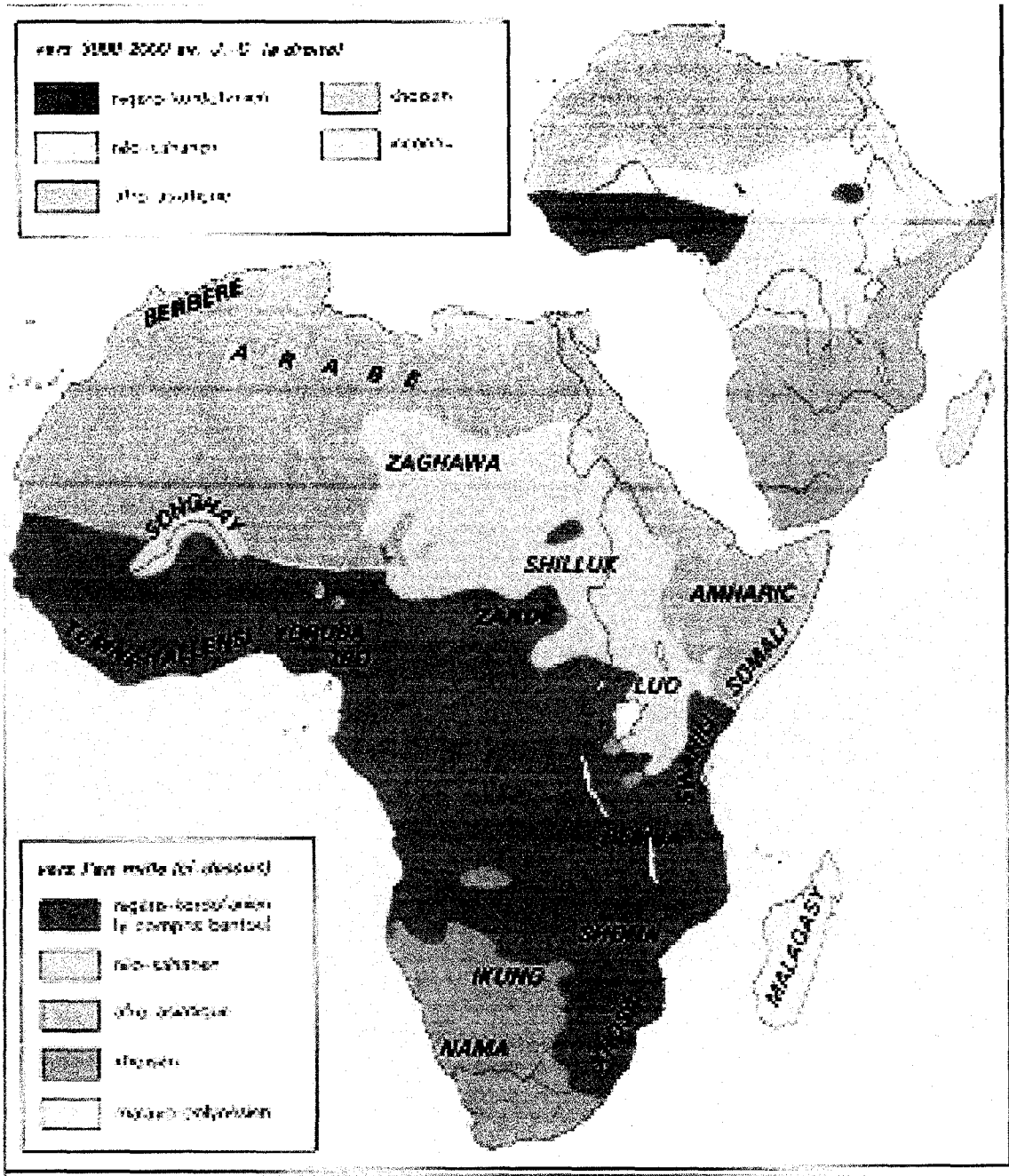
- Harmoniser les politiques étrangères.
- Harmoniser la planification économique.
- Intégrer les marchés nationaux.
- Développer des systèmes efficaces.
- Développer et standardiser les institutions.
- Respecter l'intangibilité des frontières.
- Réduire les dépenses militaires en faveur du développement social.
- Développer la transparence pour cultiver la confiance intra-régionale.

## BIBLIOGRAPHIE

1. **Le Grande Atlas de l'Histoire Mondiale, « par Préface de Emmanuel le Roy Ladurie ».**
2. **Atlas des Relations Internationales, « sous la direction de Pascal Boniface ».**
3. **L'Année Stratégique 2000, « sous la direction de Pascal Boniface ».**
4. **Onze Leçons Sur l'Afrique Australe, « par Philippe Decraene avec la participation de Bénédicte Chatel ».**
5. **The Birth of a Dilemma, « par Philip Mason » (Oxford University Press).**
6. **Zimbabwe Parliament Debates, Volume 25, Number 9, daté 16 Septembre 1998, « par Jongwe Printers ».**
7. **The Economist, daté 18-24 Septembre 1999.**
8. **Freight and Weekly, daté 6 Septembre 1996, « par Travel and Trade Publishing South Africa ».**
9. **Internet : Sadc-online, daté 14 Septembre 1999.**
10. **Internet : Fingaz.co.zw (*Financial Gazette Zimbabwe*) Septembre 1999.**



**Annexe B : La Carte de l'Histoire des Langues en Continentale Afrique**



**Annexe C : La Carte de l'Expansion Portugaise en Afrique Australe**

